

## Expériences spécifiques de l'ONG dans le domaine de l'approche d'éducation de la stratégie de scolarisation accélérée passerelle SSA/P, et l'Education/santé

ONG GAAS MALI active sur le terrain depuis 1997 a développé de solides compétences dans la mise en œuvres des projets /programmes dans les domaines comme la santé de la reproduction, le droit reproductif sexuel des jeunes et des adultes et l'éducation et cela par la mise en œuvre des projets centrés sur la préscolarisation, la scolarisation dans les region de Segou, Mopti, Bandiagara et Douentza.

### Expériences spécifiques en SSRA

#### Expérience 1

<b>Nom de la Mission :</b> « Promotion aux Initiatives Locales en Santé de la Reproduction, Droits Reproductifs sexuels et Droits des Filles »		Pays : MALI
<b>Lieu :</b> Communes rurales : Kalaké Konobougou (cercle de Barouéli) et de Farako, Souba, Samafoulala et Diganidoukou - (Cercle de Ségou Région de Ségou)		Personnel spécialisé fourni par votre structure 01 Coordinateur 04 animateurs ( 01 Secrétaire/ Comptable 01 Gardien
Nom du client : ONG ASDAP/ Ambassade du royaume des Pays Ba		Nombre d'employés ayant servi à la mission :7 employés
Adresse du client : Faladiè SEMA, Rue 876, Porte 29, Bamako Mali, BP : 951, Tél. +223 20 20 27 69, Fax : +223 20 20 38 41, E-mail : asdap@asdapmali.org		Projet audité ou non : audité
Date de démarrage (mois/année) : 25 Novembre 2017	Date d'achèvement (mois/année) : au 25 Septembre 2019	Valeur approximative des services (en CFA courants) : 67 500 000 000F CFA
Nom des Consultants associés/partenaires éventuels : Néant		Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les Consultants associés: Néant
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) : Nouhoum COULIBALY Directeur de GAAS- Mali Marie Jeanne DAKOUO Coordinatrice du projet		

**Objectifs et résultats de l'action :**

Contribuer à améliorer la santé de la reproduction et les droits reproductifs et sexuels des communautés (hommes et femmes, filles et garçons) et à promouvoir le respect des droits des femmes et des filles à les protéger contre les violences basées sur le genre à travers l'approche communautaire dans les communes rurales de Kalaké et Konobougou dans le cercle de Barouéli et de Samafoulala et Diganidoukou - (Cercle de Ségou Région de Ségou)

**Description des services effectivement rendus par votre personnel :**

- Signature de 8 conventions communautaires d'abandon de la pratique de l'excision
- Signature de l'abandon de la pratique du mariage précoce par 18 villages
- 74 leaders des groupements de femmes et de corps de métier ont été identifiés et formés sur les thématiques du projet
- 960 séances d'IEC/CCC prévues ont été réalisées sur la PF, CPN, CPON dont 450 sur les VBG, les droits des femmes et des jeunes filles en matière de la SR, et sur les pratiques traditionnelles néfastes
- Trois Cent Cinquante-sept (357) counselings sur la PF, VBG sont réalisés sur 120 prévus touchant 319 femmes; (Pour les deux trimestres)
- Les capacités des membres de CVAPN sont renforcées sur les thématiques du projet touchant 148 personnes dont 74 femmes. Les objectifs de cette formation étaient de faire connaître la SR et ses composantes, les violences basées sur le genre (définition, causes, conséquences, comment lutter contre), les droits humains (droits des femmes et filles) et l'interrelation entre droits et excision, mariage précoce ; (Pour les deux trimestres)
- Les capacités des relais ont été renforcées sur les grands domaines du projet touchant les 148 personnes dont 47 femmes ;
- 81 corps de métiers dont 26 sont associées aux activités du projet ; 04 cadres d'échanges entre groupements de femmes Benkadi de Soliko Bamanan, Benkadi de Kinta Marka, Danaya et Djidi de Kalakè Bamamnan dans la commune rurale de Kalakè ont été organisés et formés pour des écoutes collectives radiophoniques lors desquels quatre rencontres d'échanges entre utilisateurs et prestataires sur les services de PF; (Pour les deux trimestres)
- 02 Clubs des jeunes sont créés à Konobougou pour faire des sensibilisations sur les thématiques du projet ;
- Quatre Clubs sportifs sont créés pour faire des sensibilisations sur la SR/PF dont 2 à Kalakè et 2 à Konobougou ;
- Amélioration de l'accessibilité des produits aux clients
- Augmentation de la demande la demande de l'offre de service en matière de planification familiale
- Mise en place de la stratégie fixe et avancée pour les prestations de services en matière de PF
- Sensibilisation des communautés sur les avantages liés à chaque produit contraceptif
- Signature de 10 protocoles de partenariat avec les ASACO au niveau des deux communes rurales de Konobougou et de Kalaké
- Formation de 10 agents de santé des CSCOM partenaires (DTC, sages-femmes maîtresses et obstétriciennes) sur le conseil, communication et en technologie contraceptive
- 10 protocoles dont 06 avec les ASACO, 01 avec le CSREF de Barouéli et 03 avec les radios locales ont été signés pour la facilitation de la prise en charge des clients.

Nom du prestataire : GAAS Mali

## Expérience spécifique 2

<b>Nom de la Mission :</b> « Promotion des Initiatives Locales en Santé de la Reproduction et Droits Reproductifs sexuels et Droits des Filles » Phase II		Pays : MALI
<b>Lieu :</b> Communes rurales : Kalaké, Konobougou du District Sanitaire de Barouéli (cercle de Barouéli) et de Farako, Diganidougou, Sama-Foulala et Markanibougou du District Sanitaire de Ségou (Cercle de Ségou Région de Ségou)		Personnel spécialisé fourni par votre structure 01 Coordinateur 04 animateurs 01 Secrétaire/ Comptable 01 Gardien
Nom du client : ONG ASDAP		Nombre d'employés ayant servi à la mission :7 employés
Adresse du client : Faladiè SEMA, Rue 876, Porte 29, Bamako Mali, BP : 951, Tél. +223 20 20 27 69, Fax : +223 20 20 38 41, E-mail : asdap@asdapmali.org		Projet audité ou non : audité
Date de démarrage (mois/année) : 1 <sup>er</sup> Janvier 2021	Date d'achèvement (mois/année) : au 30 Juin 2022)	Valeur approximative des services (en CFA courants) : <b>25 000 000 FCFA</b>
Nom des Consultants associés/partenaires éventuels : Néant		Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les Consultants associés: Néant
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) : Nouhoum COULIBALY, Directeur de GAAS- Mali Marie Jeanne DAKOUO, Coordinatrice du projet Dramane Coulibaly, Comptable		
<b>Objectifs et résultats de l'action :</b> Contribuer à la réduction de la mortalité et la morbidité liées à la Santé de la Reproduction des communautés (hommes et femmes, filles et garçons) et à promouvoir le respect des droits des femmes et des filles à les protéger contre les violences basées sur le genre à travers l'approche communautaire dans les communes rurales de Kalaké et Konobougou du District Sanitaire de Barouéli (cercle de Barouéli) et de Farako, Diganidougou, Sama-Foulala et Markanibougou du District Sanitaire de Ségou (Cercle de Ségou Région de Ségou)		
<b>Description des services effectivement rendus par votre personnel :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Signature de 4 conventions communautaires d'abandon de la pratique de l'excision (District Sanitaire de Barouéli) suite aux sensibilisations et informations données aux leaders et à la communauté sur les conséquences de l'excision pour leur abandon.</li> <li>- Signature de l'abandon de la pratique du mariage précoce ou d'enfants par 2 villages (District Sanitaire de Barouéli) suite aux sensibilisations et informations données aux leaders et à la communauté sur les conséquences du mariage précoce pour leur abandon.</li> <li>- Quatre dialogues communautaires prévus ont été organisés dans les villages de Sintebougou, Bomothi I, Diganidougou et Kobi avec les leaders d'opinion (coutumier, religieux, communicateurs traditionnels et modernes, grands-mères, enseignants, jeunes et autres groupes d'influences) engagés dans la promotion de l'abandon des PTN afin de</li> </ul>		

comprendre d'avantages les conséquences des PTN/VBG et le processus d'abandon des PTN/VBG avant qu'ils aillent à la signature. Ces dialogues ont touché 104 personnes dont 33 femmes.

- 32 suivis ont été fait dans des villages qui ont signé des conventions d'abandon des PTN (Soliko- Bamanan, Sirifibougou, Kokouni, Beyan, Mamaricissebougou, Kokènè, Kalakè-Bamanan et Kinta-Marka). Les comités de veille jouent bien leurs rôles et sont toujours motivés, ces villages gardent toujours leur statut de village d'abandon.
- 3251 leaders des groupements de femmes et de corps de métier ont été identifiés et sensibilisés sur les thématiques du projet dont 2078 femmes et 1173 hommes touchés.
- Un plan de prévention contre le COVID-19 commun a été élaboré pour tous les 90 villages qui a permis de faire une sensibilisation au début de chaque activité du projet sur les mesures barrières contre le covid-19 afin d'amener les populations à accepter de lutter contre cette pandémie et à bien respecter lesdites mesures. Des masques ont été aussi distribués aux cibles du projet.
- 720 séances d'IEC/CCC prévues, 584 ont été réalisées sur la PF, CPN, CPON et 327 sur les VBG, les droits des femmes et des jeunes filles en matière de la SR, et sur les pratiques traditionnelles néfastes touchant 32616 personnes dont 20304 femmes et 1339 filles. (Pour les 18 mois)
- Deux cent dix-neuf (219) visites à domiciles ont été réalisées au total dont les termes ont été : les différentes méthodes de la PF, les avantages de la PF sur la mère, l'enfant et la famille, les CPN et CPON, les IST et sur les autres VBG qui ont permis de toucher 1130 personnes dont 743 femmes, 374 hommes et 13 adolescentes
- Deux cent dix-sept (217) counselings sur la PF, VBG sont réalisés touchant 217 personnes dont 183 femmes (Pour les 18 mois)
- Deux CVAPN ont été mis en place (Wolodo et Babouyabougou) et 69 ont été redynamisés dans le district sanitaire de Barouéli, 3 ont été mis en place (Markanibougou, Baguineda et Kaban) ils sont de la commune de Markanibougou et 16 CVAPN redynamisés dans le district sanitaire de Ségou.
- Les capacités des leaders communautaires (les relais et les membres de CVAPN) sont renforcées sur les thématiques du projet touchant 450 personnes dont 96 femmes. Les objectifs de ces sessions de formation étaient de faire connaître la SR et ses composantes, les violences basées sur le genre (définition, causes, conséquences), les droits humains (droits des femmes et filles), l'interrelation entre droits et excision, mariage précoce et aussi sur les rôles et responsabilités du leader communautaire. Les difficultés, solutions et ou recommandations appliquées pour l'atteinte des objectifs du projet sont évoquées et discutées dans le but du changement social de comportement. (Pour les 18 mois)
- Cent quatre-vingt-dix (190) leaders d'opinions (coutumier, religieux, communicateurs traditionnels et modernes, grands-mères, enseignants, jeunes et autres groupes d'influences) dans les communautés ont été associés aux activités du projet.
- 40 plans d'actions des CVAPN des acteurs locaux engagés dans la promotion de l'abandon des PTN ont été financièrement appuyés et 40 suivis ont été réalisés dans la mise en œuvre afin d'éradiquer ensemble les différentes pratiques néfastes et de faire respecter les droits des femmes et des jeunes aux seins de nos communautés. (Pour les 18 mois)
- Dans le cadre de la lutte contre les VBG, tout le personnel du projet a reçu une formation en ligne sur la PEAHS : Politique ou Protection contre l'Exploitation, l'Abus et Harcèlement Sexuel.
- Les deux anciens clubs de jeunes composés de garçons et de filles 50 jeunes chacun, ont été redynamisés dans les grandes localités précisément à Konobougou avec l'aide du président local de la jeunesse et du Sport de ladite commune ;

- Quatre Clubs sportifs sont créés pour faire des sensibilisations sur la SR/PF dont 2 à Kalakè et 2 à Konobougou ;
- Cinq (5) équipes Sportives dont 5 coaches et 75 jeunes sportifs sont identifiés et redynamisés dont 3 dans le village de Konobougou et 2 à Kalakè avec l'aide des différents présidents locaux de la jeunesse et sport desdites communes. La discipline est le football partout
- Deux cadres d'échanges entre jeunes adolescents ont été organisés dans les villages de Babouyabougou et Kobi sur les thèmes suivants : IST/SIDA conséquences à long terme, les avantages de la PF. Ces cadres ont touché 31 garçons et 18 filles (adolescents) qui à leur tour, ont sensibilisé leurs pairs.
- Dans le cadre de la célébration des journées commémoratives, spécialement les journées du 12 Août et du 22 Septembre, l'ONG GAAS-MALI en collaboration avec la Présidence Locale de la jeunesse de la commune rurale de Konobougou du cercle de Barouéli ont célébré lesdites journées le 24 Septembre 2021 à Konobougou à travers une session de plaidoyer que l'ONG a organisé en son sein dans la salle de réunion auprès des jeunes leaders communautaires (filles et garçons) des communes.

L'objectif de cette session est d'informer et de plaider auprès des jeunes leaders communautaires (filles et garçons) âgés de 10 à 24 ans sur les grands domaines de la santé de reproduction et les droits reproductifs sexuels/PF, le genre et sexe, afin qu'ils puissent sensibiliser leurs pairs au niveau des communes ou villages.

Les résultats attendus étaient :

- ✓ Les jeunes leaders/Clubs des jeunes et Equipes sportives informés sur les activités du projet ;
- ✓ L'attention des jeunes leaders/Clubs des jeunes et Equipes sportives sur le phénomène des VBG dans les communes rurales de Konobougou et Kalakè ;
- ✓ Echanges avec les jeunes leaders/Clubs des jeunes et Equipes sportives sur la problématique de l'excision et du mariage précoce et les risques de danger liés à la non utilisation des services PF.

La facilitatrice a beaucoup incité les participants au respect des droits reproductifs et sexuels du jeune, à la prise de conscience qui ont beaucoup d'influence et d'avantages sur le bien-être et le bien-vivre des communautés. Elle a aussi appelé les participants à un changement social de comportement à travers ces messages :

- Les jeunes leaders/Clubs des jeunes et Equipes sportives les VBG/ l'excision et le mariage précoce comportent des conséquences graves sur la vie des femmes et des enfants.
- Vous, jeunes leaders/Clubs des jeunes et Equipes sportives, chefs de famille, votre attention particulière sur les VBG/ l'excision, le mariage précoce et l'utilisation des services PF dans les centres de santé contribuera à préserver la santé de vos femmes et vos enfants.
- Jeunes leaders Communautaires, votre engagement est capital dans la réduction des VBG/ l'excision, le mariage précoce et des risques de danger liés à la non utilisation des services PF dans les centres de santé.
- Soixante (60) sensibilisations ont permis de toucher 430 personnes autres jeunes dont 161 filles et 269 garçons ont été sensibilisés pour les amener à participer à l'animation de la page Facebook pour l'utilisation des services en PF et la prévention des VBG/PTN
- Cinq (5) cadres d'échanges entre 100 utilisatrices et 15 prestataires de services PF ont été tenus dans les CSCom de Bananido, Wondobougou, Konobougou, Kalakè, Kodougouni,

Guéni et Diganidougou sur les services PF. Les prestataires ont été entre autres les DTC, les agents vaccinateurs, les sage-femmes en présence des relais

- L'ONG a fait vingt appuis en intrants PF (Microlut, Microgynone, Préservatifs) dans le district sanitaire de Barouéli et le district sanitaire de Ségou dont 10 dans la commune rurale de Konobougou, 6 dans celle de Kalakè et 4 dans la commune rurale de Diganidougou pour la promotion et l'accessibilité des produits contraceptifs pour les populations.
- Les agents ont fait 180 suivis au niveau des points d'approvisionnement d'intrants PF.
- Sensibilisation des communautés sur les avantages liés à chaque produit contraceptif.
- Mise en place de la stratégie avancée pour les prestations de services en matière de PF, 80 minutes de santé ont été organisées au grand total sur les CPN, les CPON les avantages du Planning Familial en présence de certains DTC et matrones et de certains époux qui ont permis de toucher 1070 personnes dont 1769 Femmes et 222 Hommes dans les villages de Konobougou, Kodougouni, Kalakè, Moabougou-wèrè, Wondobougou, Bananido, Djila, Wondobougou, Diganidougou, Farako, Guéni, Kala, Sama- Foulala, Markanibougou, N'Tombougou.
- Augmentation de la demande la demande de l'offre de service en matière de planification familiale.
- Implication des DTC des 11 aires de santé aux activités du projet afin de renforcer le partenariat avec les ASACO au niveau des six communes rurales d'intervention du projet.
- Synergie d'action avec d'autres partenaires de mise en œuvre de la SR.
- Bonne collaboration avec les autorités administratives et locales de la zone.

Nom du prestataire : GAAS Mali

### Expérience spécifique 3

<b>Nom de la Mission :</b> <b>Communautés engagées pour les droits des filles</b>		<b>Pays :</b> MALI
<b>Nom du client :</b> IAMANEH SUISSE		<b>Nombre d'employés ayant servi à la mission :</b> 06 employés (01 Coordinateur, 4 animateurs, 1 comptable, 1 Gardien)
<b>Adresse du client :</b> AesChengraben 16, 4051 Bâle/SUISSE		<b>Projet audité ou non :</b> audité
<b>Date de démarrage :</b> Avril 2017	<b>Date d'achèvement (mois/année) :</b> Mars 2023	<b>Valeur approximative des services (en CFA courants) :</b> 245 999 719 FCFA
<b>Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :</b> Nouhoum COULIBALY Directeur de GAAS- Mali Karamoko SONGOMO Chargé de programmes de GAAS-Mali Zandouba DAKOUO, coordinateur du projet		
<b>Descriptif du projet :</b> <b>Objectifs et résultats de l'action :</b> Globalement, l'action va contribuer à réduire la prévalence de la pratique de l'excision, et à améliorer la santé sexuelle et reproductive des femmes/filles dans la commune rurale de Pelengana d'ici fin mars 2020. <b>Sspécifiquement, il s'agissait de :</b> <b>OS1-</b> Les populations de la commune adoptent des attitudes et pratiques qui visent une amélioration de la santé sexuelle et reproductive et plus particulièrement la protection de l'intégrité physique des filles de la pratique de l'excision. <b>OS2-</b> Les filles et femmes avec complications liées à la pratique de l'excision et nécessitant une intervention médicale sont pris en charge sur le plan médical et orienté pour une prise en charge psycho-social. <b>OS3-</b> Les acteurs locaux (femmes, jeunes, leaders communautaires, élus locaux, communicateurs traditionnels, ex-exciseuses, les groupements de femmes) ont développé une conscience pour la problématique de l'excision et s'engagent en faveur de l'abandon de la pratique de l'excision.		
<b>Description des services effectivement rendus par le projet:</b> Des protocoles de partenariat ont été signés avec les services techniques comme, la DRPFEF, la DRDSES, <b>DESCRIPTION DES ACTIVITES A DEVELOPPER</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Signature de 6 protocoles de partenariat avec les structures médicales (l'hôpital GNANANKORO FOMBA de Ségou, les CSCOMs de Pelengana Sud, Pelengana Nord et Banankoro pour de la prise en charge des survivantes et pour la promotion de la contraception ;</li> <li>▪ Mise en place et formation 33 OCB féminines sur les violences basées sur le genre et l'amélioration de la SSRAJ ;</li> <li>▪ Organiser la prise en charge de survivantes de violences basées sur le genre ;</li> <li>▪ Signer des conventions communautaires d'abandon de la pratique de l'excision et le mariage d'enfants ;</li> </ul>		

- Organiser des formations par an à l'intention de 33 imams/leaders religieux de la zone sur le lien entre le coran et les violences basées sur le genre (l'excision féminine / la santé des femmes en vue de les préparer au forum d'échange). 33
- Organiser des foras communautaires en collaboration avec le Haut Conseil Islamique du Mali / le RIPOD, les Imams/leaders religieux sur les violences basées /SSRAJ;
- Mise en place et former les 33 membres de CVAPN ;
- Organiser 140 assemblées villageoises sur les violences basées sur le genre et l'amélioration de la SSRAJ ;
- Organiser 24 émissions radio pour une large diffusion des messages concourant à éradiquer les VBG,
- Mobilisation communautaire et sociale des communautés autour des activités de masse en lien avec les violences basées sur le genre et la promotion de la santé sexuelle et reproductive ;
- Organisation des actions de plaidoyer en collaboration avec les femmes dans les villages en vue de favoriser l'abandon des violences basées sur le genre et l'amélioration de la SSRAJ;
- Organiser 12 visites à domicile trimestrielles (4 par an) par les agents du projet/experts (Imams) à l'intention des imams et leaders religieux pour accompagner leur processus de réflexion sur le lien entre religion et excision / santé des femmes et des filles.
- Sur la base des formations et du forum d'échange appuyé par le RIPOD, identifier un noyau d'imams pro-abandon de l'excision / de la protection des droits des femmes et filles et les encourager à soutenir les stratégies du projet pour l'abandon de la pratique à travers des activités initiées par eux-mêmes (dialogues de réflexion et de sensibilisation) au niveau de la communauté (responsabilisation).
- Appuyer 33 plans d'actions des OCB pour exécution dans les villages sur les nouvelles orientations de lutte contre les VBG (excision et mariage d'enfants) en collaboration avec la DRPFEF.
- Organiser 3 cadres de concertation, soit un par an, avec 50 participants partenaires (maires, structures sanitaires, SLPFEF, DRPFEF, autres intervenants) en collaboration avec le SLPFEF afin de mobiliser davantage dans la lutte contre la pratique de l'excision et le mariage d'enfants avec comme résultat le partage d'information à différents niveaux des acteurs et des approches, la création de la synergie, de la complémentarité, visibilité-cartographie.
- Organisation des suivies conjointes (ONG GAAS MALI, Mairie, 3 CSCOM et SLPFEF)
- Organiser de débats contradictoires par village par mois (au total 1188 ; 396/an, 33/mois) à travers l'approche C4D et d'autres formes de communication ;
- Organiser 99 cinémas numériques (soit 33 par an, 1 dans chaque village) à l'endroit de la population entière sur les conséquences de l'excision, du mariage d'enfant et les autres formes de VBG et le lien avec le genre, suivi par une discussion communautaire.
- Mener 66 séances d'échange entre hommes et femmes sur la SR, le droit de l'enfant et l'excision (faisant partie des groupes / groupements de femmes / d'hommes) pendant les années 2 et 3 (soit 33 par an, 1 par village) ;
- Organiser des émissions radiophoniques par mois, animé par des imams pro-abandon / le RIPOD et d'autres experts, sur les droits et la santé des femmes et enfants dont en particulier les filles.
- Organiser 108 séances de minute santé (36 par an, soit 1 par mois par CSCOM) au niveau des 3 CSCOM partenaires pendant les activités de PEV pour une mobilisation effective des femmes contre les pratiques de l'excision, le mariage d'enfants et les autres formes de VBG.



- Former et outiller pendant deux jours 50 garçons et 50 filles scolaires et non scolaires sélectionnés par la population sur la base des critères partagés (disponibilité, engagement pour la transformation en VBG, SSR et genre, en droits des enfants) sur les techniques de communication et de plaidoyer ;
- Faciliter 1089 dialogues intergénérationnels / de réflexion entre adolescents et parents pendant les trois ans (1 par village par 11 mois par an, soit 363/an) appuyé par les membres des clubs des jeunes sur les VGB/SSRAJ;
- Organiser de camps de leadership avec 250 participants venant de 10 écoles sur les droits des enfants en mobilisant les adolescents scolaires et non scolaire dans la zone du projet ;
- Organiser et faciliter 198 débats contradictoires (2 par village par an) sous forme de plaisanterie traditionnel entre adolescents et leurs grands-parents sur les droits des enfants (avec accent particulier sur l'excision, la SSRAJ et le mariage d'enfants) ;
- Mobiliser 66 jeunes couples (soit 132 participants) à organiser un dialogue par mois dans leurs villages avec leurs pairs ou développer d'autres activités à l'endroit de leurs pairs (1 dialogue par mois par village) ;
- Organiser de rencontres/échanges entre les jeunes couples des différents villages – en prenant en compte les liens de mariage - pour échanger des stratégies et formuler des plans d'actions / des activités communes visant la mobilisation des autres jeunes couples et mener un plaidoyer auprès des autorités villageois.

#### RESULTATS ATTEINTS

- 6 protocoles de partenariat ont été signés avec les structures médicales comme l'hôpital GNANANKORO FOMBA de Ségou, les CSCOM de Pelengana Sud/Nord et Banankoro pour de la prise en charge des survivantes et pour la promotion de la contraception ;
- Mise en place et formation 33 OCB féminines sur les violences basées sur le genre et l'amélioration de SSRAJ ;
- 26 survivantes de violences basées sur le genre prise en charge ;
- 13 conventions d'abandon de la pratique de l'excision ont été signés par les communautés ;
- 2 foras réalisés avec le Haut Conseil Islamique du Mali / le RIPOD, les Imams/leaders religieux sur les violences basées sur le genre et l'amélioration de la SSRAJ ;
- 33 CVAPN mise en place et formés ;
- 140 assemblées villageoises tenues sur les violences basées sur le genre et l'amélioration de la SSRAJ ;
- 24 émissions radio réalisées pour une large diffusion des messages concourant à éradiquer les VBG, permettant de sensibiliser 46 000 auditeurs ;
- 2689 personnes mobilisées autour des activités de masse en lien avec les violences basées sur le genre et la promotion de la santé sexuelle et reproductive ;
- 66 actions de plaidoyer réalisées en collaboration avec les femmes dans les villages en vue de favoriser l'abandon des violences basées sur le genre et l'amélioration de la SSRAJ ;
  - 36 visites à domicile réalisées par les agents du projet/experts (Imams) à l'intention des imams et leaders religieux pour accompagner le processus de réflexion sur le lien entre religion et excision / santé des femmes et des filles ;
  - 10 membres constituant le noyau d'imams pro-abandon de l'excision / de la protection des droits des femmes/filles a été mise en place, encourager à soutenir les stratégies du projet

pour l'abandon de la pratique à travers des activités initiées par eux-mêmes (dialogues de réflexion et de sensibilisation) au niveau de la communauté ;

- 33 plans d'actions des CVAPN appuyer pour exécution dans les villages sur les nouvelles orientations de lutte contre les VBG (excision et mariage d'enfants, l'amélioration de la SSRAJ) en collaboration avec la DRPFEEF.
- 3 cadres de concertation ont été réalisés, avec 60 participants partenaires (maires, structures sanitaires, SLPFEEF, DRPFEEF, autres intervenants) pour la lutte contre la pratique de l'excision et le mariage d'enfants ;
- 10 suivies conjointes (ONG GAAS MALI, DRPFEEF, Mairie, 3 CSCOM et SLPFEEF) permettant de sensibilisés 485 personnes (105 h, 209 femmes, 98 filles et 73 garçons) sur les VBG/SSRAJ ;
- 1188 débats contradictoires à travers l'approche C4D et d'autres formes de communication, permettant de sensibiliser 4577 personnes (1023 hommes, 1892 femmes, 926 filles et 736 garçons) sur l'abandon des VBG/SSRAJ ;
- 99 cinémas numériques ont été réalisées à l'endroit de la population entière sur les conséquences de l'excision, du mariage d'enfant et les autres formes de VBG et l'amélioration de la SSRAJ ;
- 66 séances d'échange réalisées entre hommes et femmes sur la SR, le droit de l'enfant et l'excision, permettant de sensibiliser 458 personnes (62 hommes et 396 femmes) ;
- Organisation d'une émission radiophonique par mois, animé par des imams pro-abandon / le RIPOD et d'autres experts, sur les droits et la santé des femmes et enfants dont en particulier les filles. 46 000 auditeurs
- 108 séances de minute santé ont été réalisées au niveau des 3 CSCOM partenaires (Pelengana Sud, Pelengana Nord et Banankoro) pendant les activités de PEV pour une mobilisation effective des femmes contre les pratiques de l'excision, le mariage d'enfants et les autres formes de VBG, touchants 198 femmes ;
- 100 Jeunes (50 garçons et 50 filles scolaires et non scolaires) ont été formé sur les techniques d'animation, de communication, de plaidoyer et outillé pour la sensibilisation des VBG, SSR et genre, en droits des enfants) ;
- 1089 dialogues intergénérationnels / de réflexion entre adolescents et parents ont été réalisées, touchant 2730 personnes (535 hommes et 1195 femmes);
- 2 camps de leadership ont été réalisé touchant 325 personnes (45 hommes, 20 femmes, 155 filles et 105 garçons)
- Faciliter 198 débats contradictoires sous forme de plaisanterie traditionnel entre adolescents et leurs grands-parents sur les droits des enfants (avec accent particulier sur l'excision, le mariage d'enfants touchant 432 personnes (196 hommes et 236 filles) ;
- 66 jeunes couples (soit 132 participants) ont été formé, organisé et sensibilisé 3626 personnes 1133 h, 2164 femmes, 143 filles et 186 garçons

Nom du prestataire : GAAS Mali

### Expérience spécifique 4

Titre du Projet : Santé/Education		Pays/région (s) : Mali
Lieu : Commune rurale de Pelengana		
Adresse programme/projet :		Personnel spécialisé fourni :
Date de démarrage : Janvier 2007	Date d'achèvement Mars 2016	<b>Nombre d'employés ayant servi à la mission</b> : 05 employés (01 Coordinateur, 3 animateurs, 1 comptable,
Nom du partenaire financier : IAMANEH Suisse : Aeschengraben 16 CH-4051 Basel T +41 61 205 60 80. F +41 61 271 79 00. <a href="mailto:info@iamaneh.ch">info@iamaneh.ch</a> . <a href="http://www.iamaneh.ch">www.iamaneh.ch</a>		Budget global du projet 145 000 000FCFA
Nom et fonctions des principaux responsables : Nouhoum Coulibaly, Directeur - Karamoko Songomo, Chargé de programmes, Saloum Barry, Coordinateur, - Daouda Dembélé, Comptable		
<p><b>Description du projet</b></p> <p>Le projet santé/éducation se justifie par la faible couverture de la zone par les activités de santé de la reproduction des filles. La commune rurale de Pelengana malgré sa proximité avec le chef-lieu du cercle, reste peu couverte et les demandes des communautés liées aux services de santé de la reproduction et à l'éducation sont encore très énormes (renforcement des capacités communautaires sur les domaines de la santé de la reproduction et les avantages de la SCOFI, construction de centre de santé, d'infrastructures scolaires, mise en place de programme contre la malnutrition, etc.). La pertinence du projet au niveau des structures éducatives ne fait l'ombre d'aucun doute. Un accent particulier doit être mis sur l'éducation sexuelle des jeunes, un défi à relever dans la zone du projet à cause du nombre croissant des grossesses précoces et non désirées chez les filles de 12 à 18 ans, l'exposition des jeunes filles et garçons aux maladies sexuellement transmissibles et aussi le faible taux d'utilisation des méthodes modernes de contraception.</p> <p><b>Les groupes cibles directs</b> sont principalement les couches vulnérables: les femmes, les enfants, les adolescents, les petites filles scolarisées ou non, les OCB, les exciseuses, les comités de gestion scolaire etc. de la zone d'intervention.</p> <p><b>Indirectement</b>, le projet touchera également les ménages les familles et les différents groupes sociaux qui composent la population de la commune, soit environ 82050 habitants. Dans le cadre de l'éducation, les activités contribuent efficacement à la scolarisation et au maintien de 130 filles dans le système éducatif.</p>		

### **Description des services fournis par le projet**

- Organisation des séances de sensibilisation sur la santé reproductive, le droit reproductif et sexuel des jeunes et la scolarisation des filles en milieu scolaire (17 écoles) et communautaire (28 villages) par les causeries éducatives, le théâtre forum, le cinéma numérique etc.
- Organisation de conférences débats santé reproductive, le droit reproductif et sexuel des jeunes et la scolarisation des filles en milieu scolaire (17 écoles)
- Réalisation de Counseling par les animateurs
- Organisation des références pour la prise en charge des cas d'IST de PF par le projet.
- Organisation des séances de visite à domicile sur la scolarisation des filles et la santé de la reproduction.
- Réalisation de projection vidéo sur les différents thèmes de la SR et la scolarisation des filles dans les villages et les écoles
- Réalisation d'émission radio sur la scolarisation des filles et la santé de la reproduction
- Formation des agents de santé sur le genre/droits humains, citoyenneté et interrelation droit et excision/la santé reproductive et sexuelle des jeunes
- Formation/recyclage des agents du projet sur le genre/droits humains, citoyenneté et interrelation droit et excision
- Formation des relais communautaires sur la santé reproductive, le droit reproductif et sexuel des jeunes et la scolarisation des filles
- Formation des jeunes sur la santé reproductive, le droit reproductif et sexuel des jeunes et la scolarisation des filles
- Célébration des journées commémoratives du 6 Février, 8 Mars, 16 juin, de la Panafricaine des femmes.
- Organisation de concours interscolaires sur la SRAJ et des camps de leadership des jeunes sur la SRAJ:
- Organisation visite d'échange inter relais :
- Mise en place des gouvernements d'enfants au niveau des structures scolaires et leur formation sur la santé reproductive, le droit reproductif et sexuel des jeunes et la scolarisation des filles droits et excision :
- Mise en place et formation des OCB au niveau village et sur la santé reproductive, le droit reproductif et sexuel des jeunes et la scolarisation des filles droits et excision :
- Appui à l'élaboration de plans d'action communautaire pour les OCB et les gouvernements d'enfants et leur financement
- Suivi de l'exécution des plans d'action communautaires
- Célébration de la journée de lutte contre la pratique de l'excision
- Formation des enseignants sur la santé reproductive, le droit reproductif et sexuel des jeunes et la scolarisation des filles (25 enseignants dont 05 femmes et 20 hommes)
- Formation des CVAPN : et ce CCAPN
- Rencontre CCAPN/CVAPN :
- Organisation des cours de vacances :
- Vente promotionnelle des contraceptifs :
- Organisation du Diagnostic Institutionnel Participatif (DIP) des OCB :
- Organisation d'assemblées villageoises et catégorisation des villages :
- Prise en charge des visites sanitaires des filles
- Signature de protocoles de collaboration avec les structures sanitaires pour la prise en charge

### Résultats atteints

- 50 membres des gouvernements d'enfants des structures scolaires partenaires formés/recyclés la santé reproductive et sexuel des jeunes, droits et excision
- 6 agents de santé en genre/droits humains, citoyenneté et interrelation droit et excision, santé reproductive et sexuelles des jeunes
- 25 enseignants formés et recyclés sur genre/droits humains, citoyenneté et interrelation droit et excision, santé reproductive et sexuelles des jeunes
- (112) et les jeunes(112) formés recyclés sur le genre, interrelation droit/excision en plaidoyer, SCOFI, la SRAJ et en techniques d'animation
- 140 membres des Comités Villageois d'Action pour l'abandon des Pratiques Néfastes (CVAPN) formés et recyclés sur les droits des enfants et excision, santé reproductive et sexuelles des jeunes
- 10 membres du comité communal d'Action pour l'Abandon des Pratiques Néfastes en droits des enfants et excision formés/recyclés
- 10 membres du comité communal d'Action pour l'Abandon des Pratiques Néfastes formés et recyclés sur les droits des enfants et excision, santé reproductive et sexuelles des jeunes,
- 3 ateliers d'analyse des résultats du diagnostic institutionnel des OCB et d'élaboration de plans d'action communautaire (28 OCBX4pers)
- 23 plans d'action des OCB et 10 des organisations d'enfants annuellement financés, évalués
- Production de 6 rapports semestriels et 3 annuels techniques et financiers au partenaire
- **Niveau d'évolution des indicateurs en PF :**

	Aire de Banankoro			Aire de Pelengana Sud		
	Nbre prévu	Nbre atteint	%	Nbre prévu	Nbre atteint	%
CPN1	792	613	77	432	416	96
CPN2	792	350	44	432	352	81
CPN3	792	240	30	432	235	54
CPN4	792	92	12	432	117	27
Accouchements Assistés	630	429	68	390	308	79
CPon	630	337	53	390	301	77
PF	750	678	90	312	429	138

- 3 villages ont solennellement abandonné la pratique de l'excision d'abandon
- Eveil de conscience individuelle et collective pour les questions de santé sexuelle reproductive des jeunes
- Intégration de questions de santé reproductive et sexuelles, de protection des droits des femmes et des enfants dans le PDSEC de la commune rurale de Pelengana
- Eradication des grossesses non désirées dans les 17 écoles partenaires du projet

Nom de l'ONG GAAS MALI

## Expérience spécifique : 5

Nom du projet : <b>Promotion des Initiatives Locales de Protection des Droits des Femmes et des Filles, et de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre dans 7 communes situées sur la RN16 dans le cercle de Douentza</b>		Valeur approximative du contrat (en Fcfa): 79 370 579FCFA
Zone d'intervention : 7 communes (urbaine de Douentza, rurales de Hairé, Dallah, Petaka, Kéréna, Hombori, Dangol Boré) situées sur la RN16 dans le cercle de Douentza		Durée du contrat : Novembre 2014 – Décembre 2015
Nom du Bailleur: ONU FEMMES		Nombre total d'employés/mois ayant participé au projet : 8
Adresse du Bailleur : ONU FEMMES Bamako		Projet audité ou non : audité
Date de démarrage (mois/année) :	Novembre 2014	Nom du personnel clé de votre ONG et fonctions exécutées (indiquer les postes principaux, par ex. coordonnatrice , suivi évaluation...
Date d'achèvement (mois/année)	Décembre 2015	
Pour les consortiums		Coordinateur: Modi Guindo Nouhoum Coulibaly, Directeur Hama Kassambara, Comptable
Noms des partenaires éventuels : seul		
<p>Description du projet : Contribuer à promouvoir les droits des femmes et des filles, à les protéger contre les violences basées sur le genre et les IST/VIH-SIDA et à la prise en charge des victimes dans les 7 communes (urbaine de Douentza, rurales de Hairé, Dallah, Petaka, Kéréna, Hombori, Dangol Boré) situées sur la RN16 dans le cercle de Douentza</p> <p><b>Principales activités et résultats atteints :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une étude de base /situation de référence est réalisée</li> <li>• Mise en place et formation des _</li> <li>• Activistes dans 69 villages des communes partenaires</li> <li>• Des comités de veille du respect des droits des femmes et des filles dans 69 villages</li> <li>• Formation des leaders villageois sur la protection des droits des femmes</li> <li>• Mise en place des comités de veille sur les VBG au niveau village Formation de l'équipe technique du projet sur les VBG/IST/VIH-sida et les droits des femmes</li> <li>• Mise en place des comités communaux de veille sur les VBG au niveau de la commune</li> <li>• Formation et recyclage des acteurs clés au niveau des 7 communes, (forces armées, leaders communautaires, chefs villages, religieux, agents de santé, élus locaux, les organes de presse locale, les enseignants) sur les violences basées sur le genre et les IST/VIH-sida et les droits des femmes.</li> <li>• Formation et recyclage des membres des comités de veille et des associations de jeunes sur les VBG, les IST/VIH/SIDA et le droit des femmes 7 COMMUNES, 7 sessions, 6 jours)</li> <li>• Un partenariat avec les organes de presse locale pour diffuser les messages sur les VBG et les droits des femmes.</li> </ul>		

- Rencontre trimestrielle de revue des activités
- Célébration de la journée du 08 Mars
- Célébration de la journée du 06 février
- Organisation de 2 journées de réflexion dans les 7 communes sur les stratégies locales de prévention des VBG et de prise en charge des victimes
- Célébration de la journée du 31 juillet 2015
- Célébration de la journée panafricaine de la femme
- Célébration de la journée internationale de la femme rurale
- Un protocole de partenariat signé entre GAAS MALI et la clinique juridique
- Organisation des émissions radiophoniques sur les droits des femmes, des filles,
- Mettre en place un fonds d'appui à la prise en charge des victimes des VBG et IST/VIH Organisation des assemblées villageoises d'information des communautés
- Rencontre mensuelle équipe terrain

Nom de l'ONG : GAAS MALI

## Expérience spécifique : 6

<b>Titre du Projet :</b> Accélérer à travers les ONG la prévalence contraceptive par l'utilisation progressive des méthodes de longue durée et par l'introduction de l'approche contractuelle ». : Dans 8 communes rurales dans 2 Districts sanitaires des cercles de Bankass et Bandiagara, région Mopti Gouvernement malien et Royaume des Pays Bas		<b>Pays/région (s) :</b> Mali /Région de Mopti
<b>Lieu :</b> Dans 8 communes rurales dans 2 Districts sanitaires des cercles de Bankass et Bandiagara, région Mopti		Bendjeli, Korimaoudé, Songho, Ouo (District sanitaire de Bandiagara), Doundé Dimbal, Diallassagou, Tori (District sanitaire de Bankass )
Adresse programme/projet : DRS Mopti/GAAS Mali Bandiagara		<b>Personnel spécialisé fourni :</b> <b>01</b> Sagefemme maîtresse / Prestataire Clinique, 01 obstétriciennes, 02 ADC (Agent de développement communautaire)
<b>Date de démarrage :</b> Déc. 2011 à	<b>Date d'achèvement :</b> Novembre 2013	<b>Nombre de personnes touchées :</b> 59360 PERSONNES dont 32300 femmes, 11831 hommes, 8468 filles et 6761 garçons ont été touchés par les campagnes de sensibilisation, 14927 femmes en âge de procréer ont bénéficié de prestations contraceptives diverses (jadelle, pilules, DIU, injectables, condoms, référence pour la ligature à MSI)
<b>Nom du partenaire financier :</b> Royaume des pays BAS: / Gouvernement Malien		<b>Budget global du projet (F CFA) :</b> 55 000 000 FCFA
<b>Nom et fonctions des principaux responsables :</b> Karamoko SONGOMO Chargé de programmes, Fatoumata TRAORE Coordinatrice/ Prestataire Clinique		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Description du projet :</b></li> <li>- <b>Objectif général :</b>              Contribuer à la réduction du RMM<sup>1</sup> de 464 pour 100.000 naissances vivantes en 2006 (EDSM-IV) à - inférieur ou égal de - 344 en 2011.</li> <li>- <b>Objectifs spécifiques :</b>              Spécifiquement, l'ONG s'attellera à atteindre ce qui suit :  <b>OS1 Augmentation significative de la prévalence PF de 0 ,5% de décembre 2011 à novembre 2012 dans la région de Mopti où elle est de moins de 1%.</b>  <b>OS2 :</b> Dans les aires d'intervention 30% des groupes cibles connaissent et adoptent au moins une méthode moderne de contraception d'ici Novembre 2012</li> </ul>		
<b>Description des services fournis par le personnel :</b> Etablissement de la situation de référence, organisation de campagne masse média, marketing, formation des relais et leaders sur la PF, organisation d'activités événementiels, mise en place des points de vente des produits contraceptifs et leur approvisionnement, organisation de manifestations et d'animations communautaires, organisation des séances d'IEC / CCC, des counselings en groupe, organisation de spots et séries éducatives radiophoniques, organisation de formation initiale et		

<sup>1</sup> RMM = Ration mortalité maternelle



continue en méthode contraceptive de longue durée des équipes de stratégie avancée de l'ONG, et du personnel des CSCOM afin de les permettre de conduire un counseling approprié et d'offrir un service adéquat et de qualité. Approvisionnement des points en produits contraceptifs, Création de la demande, prise en charge clinique des clientes, investissements en équipements et matériels par le projet au niveau des CSCOM cibles, etc.

**Résultats atteints : 27.026 femmes touchées par les campagnes de sensibilisation,** 35853 femmes en âge de procréer ont bénéficié de prestations contraceptives diverses (jadelle, pilules, DIU, injectables, condoms, référence pour la ligature à MSI) organisation de formation initiale et continue en méthode contraceptive de longue durée des équipes de stratégie avancée de l'ONG, et du personnel des CSCOM afin de les permettre de conduire un counseling approprié et d'offrir un service adéquat et de qualité. Approvisionnement des points en produits contraceptifs, Création de la demande, prise en charge clinique des clientes, investissements en équipements et matériels par le projet au niveau des CSCOM cibles, etc.

Nbre clientes servies = 35853

Implant..... 15156

DPO..... 1893

Pilule.....8439

Condom.....10358

Ligature..... 7

DIU..... 0

Nom de l'ONG : GAAS Mali

## Expérience spécifique : 7

<b>Titre du Projet</b> : PROJET DE « PROMOTION DES INITIATIVES EN FAVEUR DE L'ABANDON DE LA PRATIQUE DE L'EXCISION (FGM PHASE II) »		<b>Pays/région (s)</b> : Mali /Région de Koulikoro
<b>Lieu</b> : Cercle de Kangaba : Communes Rurales de Minidian et de Kaniogo		
<b>Adresse programme/projet</b> : HAMDALAYE ACI 2000		<b>Personnel spécialisé fourni</b> : (01 Coordinateur, 2 animateurs agents de terrain
<b>Date de démarrage</b> : Novembre 2017	<b>Date d'achèvement</b> : Octobre 2019	<b>Projet audité ou non</b> : audité
<b>Nom du partenaire financier</b> : Plan International au Mali		<b>Budget global du projet (F CFA)</b> : 201 491 550 FCFA
<b>Nom et fonctions des principaux responsables</b> : Nouhoum COULIBALY Directeur de GAAS- Mali Karamoko SONGOMO Chargé de programmes de GAAS-Mali		
<p>• <b>Description du projet</b> :</p> <p>De façon générale, le projet vise à réduire de 5% la pratique de l'excision (de 69% à 64%) et la prise en charge intégrée des cas de complication (un certain nombre des victimes de l'excision, et des survivants du mariage précoce) de novembre 2017 à juin 2019.</p> <p>Spécifiquement, le projet vise :</p> <p><b>OS 1</b> : Contribuer à accroître le nombre de villages d'abandon de 18 à 34 dans les zones du projet d'ici Septembre 2019</p> <p><b>OS2</b> : Amener au moins 60% des organisations, les leaders communautaires, et les élus communaux à engager des actions en faveur de l'abandon de la pratique de l'excision dans les zones du projet d'ici Septembre 2019.</p> <p><b>OS3</b> : Amener les décideurs du Mali à adopter une loi spécifique interdisant la pratique des MGF/Excision d'ici Septembre 2019.</p>		
<p><b>Description des services fournis par le personnel</b> :</p> <p><b>Les services fournis sont entre autres</b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Signature de conventions communautaires d'abandon de la pratique de l'excision</li> <li>▪ Formation des OCB féminines actives dans les défenses des droits des femmes et des filles</li> <li>▪ Mise en place des comités villageois pour le suivi de l'abandon de la pratique de l'excision et leur formation sur les VBG</li> <li>▪ Financement des plans d'action pour les OCB</li> <li>▪ Organisation des campagnes de sensibilisation</li> <li>▪ Tenue des assemblées villageoises et des journées de réflexion sur le mariage d'enfant sur l'excision,</li> <li>▪ Organisation de la références des survivantes et ou victimes des conséquences de la pratique de l'excision pour une prise en charge,</li> <li>▪ Formation de tous les acteurs en occurrence les leaders communautaires, les leaders religieux, les membres des CLAPN, des CCAPN et des CVAPN, (, comité local d'action, comité communal d'action pour l'abandon et comité villageois d'action pour l'abandon des pratiques néfastes) sur les thématiques du projet</li> </ul>		

**Résultats atteints :**

- Signature de l'acte d'abandon de la pratique de l'excision **par 13 villages encadrés**
- Formation de 38 OCB féminines actives dans la défense des droits des femmes et des filles
- Mise en place de 38 comités villageois d'abandon de la pratique de l'excision et leur formation sur les VBG
- Financement des plans d'action pour les OCB
- Les activités de sensibilisation ont touché 28919 bénéficiaires dont 18788 femmes et filles et 10 131 homme et garons
- **39 assemblées** villageoises ont été tenues sur le mariage d'enfant sur l'excision,
- 19 femmes victimes des conséquences de la pratique de l'excision ont été prises en charge,
- 78 leaders religieux et 78 leaders communautaires ont été formés pour accompagner et sensibiliser sur les thématiques du projet dans les 39 villages
- Les membres de **39 CVAPN**, 2 CCAPN et 2 CLAPN (comité villageois d'action pour l'abandon des pratiques néfastes, comité communal d'action pour l'abandon des pratiques néfastes, comité local d'action pour l'abandon des pratiques néfastes) ont été formés sur thématiques du projet
- Signature de la convention d'abandon solennelle de la pratique de l'excision dans 08 villages de la zone du projet en présence des autorités régionales, locales et communales

Nom de l'ONG : GAAS Mali

## EXPERIENCES EN EDUCATION/ SSA /P

### Expérience spécifique 1 :

Nom de la Mission : <b>USAID/Mali GLEE « leadership et Autonomisation des filles à travers l'éducation »</b>		Pays : MALI
<b>Lieu 8 CAP des cercles de Douentza, Bandiagara, Bankass, Koro</b>		
Nom du client <b>USAID/Winrock International</b>		Nombre d'employés ayant servi à la mission : 14 employés (1 Chef projet, 2 superviseurs, 11 Agents de Développement Communautaire
Adresse du client : Hamdallaye, ACI 2000, Rue 338, Porte 50, représenté par Monsieur Maurice OUEDRAOGO, domicilié à Sebenikoro, Bamako, tél : +223 72116855.		<b>Projet audité ou non : audité</b>
Date de démarrage (mois/année): Juillet 2018	Date d'achèvement (mois/année): Juin 2023	Valeur approximative des services (en CFA courants) : 870 220 590 FCFA
Nom des Consultants associés/partenaires éventuels : Néant		Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les Consultants associés: Néant
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) : Nouhoum COULIBALY , Directeur de GAAS- Mali Ibrahim Sidivbé, Suivi-evaluation- Hama Kassa, Comptable, Gardien,- secretaire		
<p><b>Objectif 1: Réduire les principaux obstacles qui empêchent les adolescentes d'accéder à une éducation de qualité</b></p> <p><b>Sous-résultat 1.1:</b> Les opportunités de soutien à l'apprentissage pour les filles sont accrues  <b>Sous-résultat 1.2:</b> L'enseignement est plus réactif et plus pertinent pour les adolescentes  <b>Sous-résultat 1.3:</b> Les communautés et les familles soutiennent l'éducation des filles</p> <p><b>Objectif 2: Améliorer la sécurité des adolescentes dans les écoles et les communautés</b>  <b>Sous-résultat 2.1:</b> Stratégies et politiques de sauvegarde des adolescentes sont adoptées dans les écoles et les communautés  <b>Sous-résultat 2.2:</b> Des mécanismes de déclaration et de référencement pour la violence sexuelle et sexiste sont mis en place  <b>Sous-résultat 2.3:</b> Perceptions de la sécurité dans les communautés et les écoles sont améliorées</p> <p><b>Objectif 3 : Les connaissances et l'adoption de comportements positifs en matière de santé chez les adolescentes sont accrus</b>  <b>Sous-résultat 3.1:</b> Les obstacles à la santé et à l'éducation sont réduits</p>		

**Description :** Projet USAID / Leadership et Autonomisation des filles au Mali à travers l'éducation (GLEE) vise à accroître l'accès à l'éducation pour les adolescentes (10-18 ans) et leur permettre d'obtenir plus le niveau d'instruction dans un environnement mieux sécurisé. A la faveur des activités de mobilisation communautaire 81200 apprenants/es de 10 à 14 inscrits dans les CSA (centre de scolarisation accéléré) ou SSA/P dont 19390 filles et 2770 garçons ont accédé au système classique à travers l'ouverture de 554 CSA dans les 8 CAP des régions de Douentza et Bandiagara en couvrant 283 écoles partenaires fortement soutenues par le projet à travers les CGS.

**Nombre de CSA par an**

N°	Année	Nombre	Filles	Garçons
1	An I	100	3500	500
2	AN II	123	4305	615
3	AN III	101	3535	505
4	AN IV	170	5950	850
5	AN V	60	2100	300
	<b>TOTAL</b>	<b>554</b>	<b>19390</b>	<b>2770</b>

**Activités développées :**

\* Information des communautés et des élus locaux et administration scolaires sur les activités et les stratégies du projet GLEE et ses mécanismes de pérennisations de ses actions entreprises durant l'intervention.

\* Identification des villages à fort potentiel de cibles en collaboration avec les CAP à l'aide de supports fiches à renseigner : le protocole tripartite de collaboration entre les partenaires, les acteurs et parties prenantes concernés.

\* Organisation des séances de CAA à 184 ou mobilisation communautaire dans 184 communautés. Ces CAA regroupant toutes les couches sociales, les élus locaux, les leaders, les jeunes hommes et femmes, les acteurs de l'école, les CGS, APE, AME etc. Les CAA permettent d'amener les membres de la communauté à identifier les ressources locales et à développer des stratégies sur comment utiliser ces ressources dans la recherche de solutions aux obstacles liés à l'éducation des enfants et surtout des filles.

- Identification des filles de 10 à 14 ans déscolarisées et non pour leur inscription dans les centres de scolarisation accélérée (CSA) ou SSAP dans les communautés
- Identification des filles vulnérables de 10 à 14 ans pour leur inscription dans les centres de scolarisation accélérés (CSA)
- Conduite du contrôle physique des enfants identifiés
- Sensibilisation des communautés pour la construction des abris de fortune devant servir des salles de classes pour les SSAP
- Mobilisation communautaire pour la construction des abris pour 554 SSAP
- Suivi des travaux de construction ou mise à disposition des salles de classes pour les SSAP
- Lancement de l'avis de recrutement des animateurs des centres SSA/P
- Recrutement des animateurs/rices des centres en collaboration avec les CAP et les collectivités
- Organisation Facilitaion de la formation des animateurs retenus en collaboration avec les CAP, l'AE
- Suivi de la formation des animateurs/rices par les CAP et l'AE
- Mise à disposition des matériels didactiques pour les animateur/rices et les apprenantes
- Suivi de l'équipement des centres

- Ouverture des centres avec l'appui des comités de gestion scolaires, les élus locaux, les CAP
- Suivi de la fréquentation de centres SSA/P par GAAS les CGS/APE/AME
- Mise place des comités de gestion des centres de scolarisation accélérés et leur formation
- Formation des 283 comités de gestion scolaires
- Organisation des campagnes de scolarisation pour le retour des filles à l'école (back to school)
- Identification de 283 mentors au niveau des communautés
- Formation des mentors sur le guide du mentorat
- Remise de 272 téléphones aux mentors pour faciliter leurs activités extra scolaires
- Appui et suivi à la mise en œuvre des activités des mentors
- Identification des filles vulnérables ne disposant pas d'extrait de naissance dans les écoles et les CSA
- vulnérables des filles vulnérables ne disposant pas d'extrait de naissance
- Etablissement de 2200 **jugements** supplétifs des filles CSA par le projet en collaboration avec les élus locaux et les tribunal tribunaux
- Remise des extraits de naissance aux filles bénéficiaires
- ~~Suivi de 19390 filles transférées dans les écoles (au cycle fondamental 1)~~
- ~~Identification des filles de la 1ère à la 9ème année dans les écoles~~
- Promotion de l'inscription et la rétention par le paiement des frais de scolarité aux filles au cycle 1 et 2 écoles des écoles partenaires du projet GLEE
- Paiement des frais de scolarité à **9632** filles
- Lancement de l'avis à manifestation d'intérêts pour les bourses en nature à l'intention des CGS
- Transmission des dossiers à winrock International pour la sélection des CGS éligibles retenus
- Remise des bourses en nature aux **161** CGS bénéficiaires dont les soumissions aux titres des APS (appel à projet scolaires) ont été sélectionnés dans le cadre de la contribution au plan d'action scolaire
- Suivi de l'utilisation des frais scolaires et bourses en nature auprès des CGS/APE/AME
- Appui à l'élaboration de **272** plans d'urgence dans les 272 écoles d'accueil et des SSA.P
- Signature des engagements avec les CGS de 8 CAP
- Suivi de la mise en œuvre de l'engagement des **272** CGS (anciens CGS et nouveaux)
- Diffusion de 1163 messages sur les thématiques du projet, les VBG, les VBGMS (Violence Basée sur le Genre au milieu Scolaire), les VSSG (Violence Sexuelle Sexiste liée au Genre), le mariage précoce, forcé, la scolarisation des filles
- Diffusion messages Radio sur la SCOFI, les VBG, etc
- Formation des directeurs d'école sur le code de conduite, les boîtes à incident et les plans d'urgence
- Suivi de la mise en œuvre du code de conduite par le biais d'un suivi étroit par le CGS / APE / AME et identifier les adolescentes et les garçons formés pour suivre son application (travailler avec les mentors pour valider auprès des élèves) :
- Signature des actes d'engagement par les CGS, CGC / APE / AME et les enseignants pour protéger les enfants
- Identification des Paires Educateurs (PE)
- Identification de JA (Jeunes ambassadeurs)
- Identification des grand-mères
- Elaboration des plans d'urgence et de catastrophe des risques et catastrophes pouvant survenir existants dans les écoles et SSA/P
- Simulation des plans d'urgence dans les 272 écoles partenaires et les CSA

- Suivi de la mise en œuvre des 272 plans d'urgence au niveau des écoles et les CSA
- Distribuer des boîtes à d'incidents /boite à suggestion/dénonciation des cas de VBG dans 148 écoles
- Dépouillement des boîtes à incidents dans les 272 écoles
- La prévention et la gestion des cas de VBG
- Signalement et référencement des survivantes des VBG dans les centres d'assistance et de prise en charge des VBG
- Conduite de **18720** activités de préparation aux examens / d'études extrascolaires sensibles au genre et adaptées aux adolescentes dans les écoles par des mentors
- Installation de 272 boîtes à incidences incident dans les nouvelles écoles et suivi de leur utilisation
- Mise en place d'un système de référencement qui respecte l'intérêt des enfants victimes et la sécurité de ceux qui dénoncent, y compris la violence sexuelle dans les nouvelles écoles.
- Identification des services de soutien psycho-social accessibles aux victimes des VBG (élèves et enseignants) et adapté à leurs besoins.
- Le suivi du système de référencement dans les aires de santé avec les DTC ou avec les Directeurs d'écoles pour connaître le nombre de cas référés dans les CSCOM.
- Suivi de l'utilisation des services psycho-sociaux par les survivantes
- Organisation des rencontres mensuelles avec les 272 mentors
- Formation de 25 filles par école et SSA/P sur la fabrication des serviettes hygiéniques
- Organisation des 16 Jours d'activisme dans les SSA/P et écoles
- Distribution des kits Covid-19 aux mentors
- Distribution des affiches de code de conduite et Covid-19 aux écoles
- Implication des femmes et des adolescentes dans le processus de mobilisation communautaire pour garantir qu'au moins 80% des élèves des centres d'apprentissage accéléré soient des filles âgées de 10 à 14 ans.

#### **Formation :**

- ✓ des CGS sur leurs rôles et responsabilités dans la gestion de l'école en mode décentralisé et les thématiques du projet GLEE (VBGMS, plans d'urgence, code de conduite, Genre et leadership, boîte à incident, engagement des CGS/APE/AME)
- ✓ des Mentors : formation sur le guide du mentorat les thématiques du projet GLEE (VBGMS, plans d'urgence, code de conduite, Genre et leadership, boîte à incident, engagement des CGS/APE/AME)
- ✓ de Pairs Educateurs (PE) sur la santé de la reproduction (SR) : l'hygiène menstruelle et corporelle , PF, sur leurs rôles dans la mobilisation et la sensibilisation des pairs et autres cibles de la communauté
- ✓ Autres cibles : Groupements et associations féminines pouvant accompagner l'éducation thèmes : la mobilisation des ressources, la vie associative et les thématiques du projet

#### **Supervisions**

Organisation des supervisions avec les CAP, AE et DRPF

Participation aux missions de suivi conjoint trimestriel avec les partenaires : Ces suivis permettaient d'apporter des appuis nécessaires aux organes communautaires et locaux dans le suivi de proximité des apprenants et dans l'exploitation des outils mis à la disposition des animateurs des centres notamment le plan d'urgence, l'engagement des comités de gestion des centres, le code de conduite, etc. .

Tenues des rencontres avec les communautés, les centres de santé, la mairie, les enseignants, les CGS/APE/AME, les groupements de femmes, suivi des élèves et les apprenants des CSA

Organisation de l'évaluation des centres avec les conseiller CAP  
Sensibilisation des communautés et facilitation de l'évaluation des centres CSA  
Suivi des enfants transférés dans les écoles d'accueil  
Suivi de la présence des enfants, sensibilisation des parents pour le maintien et la sécurité des enfants

Nom de l'ONG : GAAS MALI



## Expérience spécifique 2

:

Nom de la Mission <b>IMAGINE</b> : « Améliorer l'Éducation Inclusive pour les Adolescentes »		Pays : MALI
<b>Zone d'intervention : 3 CAPs du cercle de Bandiagara</b>		
Nom du client : Plan International au Mali		Nombre d'employés ayant servi à la mission : 5 employés (1 Coordinateur/superviseur, 04 Agents de Développement Communautaire
Adresse du client : Bamako, Sotuba ACI à côté du collège les « Lutins » et Educo- tél : 44 90 09 56		<b>Projet audité ou non</b> : audité
Date de démarrage (mois/année): 01/10/2022	Date d'achèvement (mois/année): Mars 2022	Valeur approximative des services (en CFA courants) : 172 244 373 FCFA
Nom des Consultants associés/partenaires éventuels : Néant		Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les Consultants associés: Néant
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) : Nouhoum COULIBALY , Directeur de GAAS- Mali Chargé de programme- Hama Kassambara, Comptable, Gardien,- secretaire		
<b>Objectif global du projet</b> : Amélioration de la réalisation du droit à une éducation inclusive, sensible aux questions de genre et de qualité pour les filles et les adolescentes dans les régions touchées par le conflit au Mali (Ségou et Mopti). <b>Objectifs intermédiaires</b> : 1. Augmentation de la capacité d'action des filles, en particulier des adolescentes dans les communautés touchées par la crise, pour accéder et progresser dans l'éducation de base 2. Amélioration de l'offre équitable d'une éducation inclusive, sensible au genre, sensible aux conflits et de qualité pour les filles / garçons et les adolescentes / adolescents dans les communautés touchées par la crise 3. Renforcement de la responsabilité et de la réactivité des parties prenantes de l'éducation vis-à-vis de l'éducation des filles et des adolescentes dans les zones touchées par la crise.		
<b>Activités réalisées</b> : <b>A- Mise en place des centres SSA/P</b> ✓ Identification des villages devant abriter les SSA/P ✓ Identification et préinscription des apprenants/es ✓ Mobilisation communautaire pour la mise à disposition des salles (abris de fortune) pour les SSA/P ✓ Mise en place de 4 centres SSA/P ✓ Sélection et recrutement des animateurs SSA/P en collaboration avec le CAP ✓ Formation de 4 animateurs/rices et 1 superviseur SSA.P par les conseillers CAP de Bandiagara ✓ Identification et formation de 04 animateur SSA/P et 01 superviseur pour les centres SSA/P		

- ✓ Dotation en équipements et matériels pour les centres SSA/P: 60 table-bancs, des matériels didactiques plus les radios et les USB
- ✓ Dotation des écoles avec 499 livrets de l'apprenants ;
- ✓ Guide de l'alphabet ;
- ✓ Lots de lettres de l'alphabet français
- ✓ Lots de lettres de l'alphabet bambara;
- ✓ Lots de cartes éclairés en français ;
- ✓ Lots de cartes éclairés en bambara.
- ✓ Dotation des centres SSA/P en kits prévention du COVID-19 : 04 Dispositifs lave-mains, 08 carton de Savon, 250, Cache-nez ;
- ✓ Sensibilisation des parents des apprenants des centres SSA/P pour l'établissement de jugements supplémentifs ;
- ✓ Organisation des missions de supervision des SSAP avec les conseillers CAP
- ✓ Organisation des missions de suivis mensuels des centres SSA/P par les ADC, le coordinateur/superviseur et les ADC et la Direction de ladite ONG ;
- ✓ Organisation de 02 rencontres pédagogiques à l'endroit des animateurs SSA/P
- ✓ Organisation de l'évaluation de fin de phase et finale des apprenants des centres SSA/P ;
- ✓ 110 apprenants transférables sur les 121 inscrits dont 10 abandons ;
- ✓ 20 classes de rattrapages ont été identifiées avec l'appui des CAP de Bandiagara et Sangha

#### **B- Volet accompagnement des structures éducatives**

- ✓ Réception des matériels pour la réalisation du programme pilote d'apprentissage à domicile
- ✓ 250 radios et 250 clés USB accompagnées du programme pédagogique du niveau 1
- ✓ Organisation de rencontre pédagogique à l'adresse des enseignants réalisant des cours de remédiation ;
- ✓ Quatre (04) facilitateurs locaux ont été identifiés pour former les adolescents sur les compétences de vie courantes (CVC) dans le cadre du Genre ;
- ✓ Identification dans 77 villages, 186 réseaux d'adolescents(tes) constitués de 3385 garçons/adolescents et de 4328 filles/femmes soit 7713 adolescents
- ✓ 85 associations féminines constituées de 4849 membres (4651 femmes, 198 hommes) dont 51 possèdent leur récépissé ont été identifiées.
- ✓ 21 services multisectoriels ont été identifiés dans la zone d'intervention du projet ;
- ✓ 124 leaders communautaires identifiés pour appuyer les activités du projet particulièrement les activités liées au Genre) ;
- ✓ Distribution de 180 table-bancs, 360 de livres français (Djoliba) 360 livres de Maths 2588 matériels géométriques à des écoles ayant accueilli des déplacées ;
- ✓ 10 communautés à écoles fermées sont sélectionnées pour le programme pilote d'apprentissage à domicile ;
- ✓ 10 volontaires communautaires sélectionnés et formés sur le programme pilote d'apprentissage à domicile ;
- ✓ Réalisation de la concertation avec élèves de 135 écoles sur les projets de plans de sécurité et de résilience à l'école et les actions prévues pour garantir que les besoins spécifiques des filles sont satisfaits ;
- ✓ Identification et formation de 10 maîtres coraniques des communautés où l'école est fermée sur les environnements d'apprentissage inclusifs, protecteurs et sensibles au genre ;
- ✓ Mise en place des cours de remédiation dans 110 classes ;
- ✓ Suivi par le CAP et l'ONG des cours de remédiation ;
- ✓ Achat de 506 paquets de cahiers de 200 pages, 110 Boîtes de craie (Rober color), 51 Paquets de bics bleu ;
- ✓ Des incitatifs (motivations) ont été données aux enseignants de remédiation ;

- ✓ 22 mécanismes (12 formels et 10 traditionnels) de protection communautaire existants, entourant les communautés scolaires ont été identifiés dont 8 mécanismes de référencement
- ✓ Plusieurs collectes de données par les agents de l'ONG :
- ✓ Diagnostic des besoins des écoles ;
- ✓ Evaluation des besoins de formation des CGS ;
- ✓ Evaluation des besoins des écoles ayant reçu des élèves déplacés ;
- ✓ Evaluation des besoins de formation des enseignants...

Nom de l'ONG : GAAS MALI

### Expérience spécifique 3 :

Nom de la Mission « Projet accès à une éducation sûre et inclusive des enfants vulnérables relocalisés à Ségou » (ECW)		Pays : MALI
<b>Zones d'intervention :</b> Communes de Pelengana et de Dioro		
<b>Nom du client :</b> Plan International au Mali		Nombre d'employés ayant servi à la mission : 5 employés (1 Coordinateur/superviseur, 04 Agents de Développement Communautaire
Adresse du client : Bamako, Sotuba ACI à côté du collège les « Lutins » et Educo-tél : 44 90 09 56		<b>Projet audité ou non :</b> audité
Date de démarrage (mois/année): Novembre 2020	Date d'achèvement (mois/année): 30 Novembre 2021	Valeur approximative des services (en CFA courants) : 240 977 470 FCFA
Nom des Consultants associés/partenaires éventuels : Néant		Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les Consultants associés: Néant
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) : Nouhoum COULIBALY , Directeur de GAAS- Mali Chargé de programme- Hama Kassambara, Comptable, Gardien,- secrétaire		
<b>Objectif global du projet :</b> Contribuer à l'amélioration de l'accès équitable à une éducation de qualité pour les enfants affectés par le conflit (50 écoles) dans les communes de Pelengana et de Dioro, dans la région de Ségou.		
<p>Objectifs intermédiaires :</p> <p>Outcome 1 ; Améliorer l'accès à l'éducation pour les filles et les garçons touchés par la crise</p> <p>Output 1 : Accompagner les communautés par le biais de comités de gestion scolaire pour soutenir les enseignants bénévoles et communautaires</p> <p><b>Output 1.2 ;</b> Les salles de classe (y compris les espaces d'apprentissage temporaires) sont construites ou réhabilitées</p> <p><b>Output 1.3 :</b> Support for school management committees to implement school projects to improve management</p> <p><b>Output 1.4 :</b> Teachers are trained on gender-related topics or inclusion</p> <p><b>Output 1.6 :</b> Support for parents of children from displaced and/or refugee families to support girls and boys' schooling through THE VSLA groups</p> <p><b>Output 1.7;</b> Introducing children to governance through the establishment and functioning of school governments</p> <p><b>Output 1.8:</b> support community awareness-raising efforts on the importance of girls' schooling and their retention in school</p> <p><b>Output 1.9 :</b> Les environnements d'apprentissage (y compris les espaces d'apprentissage temporaires) sont soutenus par du matériel</p> <p><b>Output 2.1 :</b> Les filles et les garçons accèdent à des environnements d'apprentissage avec des installations WASH améliorées</p> <p><b>Output 2.2 :</b> Les enseignants / administrateurs sont formés sur WASH</p>		

**Output 2.3 :** A code of conduct (i) exists (ii) is enforced and, (iii) teachers and communities are trained / informed on its application

**Output 2.4 :** Les espaces d'apprentissage soutenus par l'ECW ont un comité de gestion scolaire et / ou une association parente d'élèves qui fonctionnent

**Outcome 3 :** Amélioration de la sécurité et de la protection dans l'environnement d'apprentissage pour les filles et les garçons touchés par la crise

**Output 3.1 :** Espaces d'apprentissage soutenus par l'ECW avec des systèmes / processus / mesures de RRC en place

**Output 3.2 :** Les espaces d'apprentissage soutenus par l'ECW proposant des activités PSS pour les enfants qui sont a) structurées, b) axées sur les objectifs, c) fondées sur des données probantes, d) ciblées et adaptées à différents sous-groupes d'enfants vulnérables

**Output 3.3 :** Les espaces d'apprentissage soutenus par ECW disposent d'un conseiller dédié ou d'un travailleur social disponible sur place

**Output 3.4 :** Les enseignants améliorent leur bien-être psychologique / soins personnels

**Output 3.5 :** Fournir aux enfants déplacés et / ou réfugiés des documents d'état civil

**Résultats atteints:**

- ✓ Identification des villages devant abriter les SSA/P
- ✓ Identification et préinscription des apprenants/es
- ✓ Mobilisation communautaire pour la mise à disposition des salles (abris de fortune) pour les SS/P
- ✓ Ouverture de 10 SSAP (2 à Pelengana et 8 à Dioro) devant encadrer 300 enfants (filles et garçons) de 8 à 12 ans
- ✓ Recrutement des animateurs SSAP en collaboration avec le CAP
- ✓ Formation de 10 animateurs des centres SSAP et leur dotation en kits pédagogique;
- ✓ 11 salles de classe SSAP réhabilitées
- ✓ Formation de 12 animateurs/rices et 8 ADC et 1 superviseur des SSA/P par les conseillers CAP de Bandiagara
- ✓ Dotation des animateurs et des centres SSA/P en équipements didactiques
- ✓ Dotation des centres SSAP en kits de lavage des mains et des apprenants/es en masques
- ✓ Dotation des SSA/P en contre de conduite imagée
- ✓ Désinfection des centres contre la COVID -19
- ✓ Recyclage des animateurs/rices des centres SSA/P
- ✓ Identification de 10 mentors au niveau communautaire et leur formation sur le guide du mentorat
- ✓ Mobilisation des CGS/CGC pour le suivi de la régularité des apprenants en classe pendant toute l'année avec GAAS-Mali,
- ✓ Organisation de l'évaluation des centres SSA/P par les conseillers CAP, au total xxx enfants ont été transférés dans les écoles de transfert
- ✓ Réaliser toutes les mesures d'accompagnement liées aux transferts,
- ✓ Redynamisation des comités de gestion scolaire et leur formation
- ✓ Mise en place de 10 comités de gestion des centres SSA/P (CGC) et leur formation
- ✓ Formation de 48 membres des comités de gestion SSAP et CDPE formes sur leurs rôles et responsabilités et sur la gestion financière et administrative
- ✓ 10 mentors identifiés et formés sur leurs rôles et responsabilités
- ✓ 100 membres de 25 VSLA identifiés, renforcés et soutenus dans la promotion de l'éducation des enfants, en particulier des filles
- ✓ Formation de 50 comités de gestion des risques et catastrophes mis en place et formés sur la prévention/gestion des risques/ catastrophes

- ✓ Mise en place des 25 VSLA (groupements de femmes) leur formation et dotation en fonds pour la réalisation des activités génératrices de revenus en soutien aux apprenants.es des centres
- ✓ Organisation des rencontres pédagogiques avec les animateurs, les conseillers CAP, le chef de projet

### **Education préscolaire**

- ✓ Mise en place de 5 comités de gestion des centres CDPE et 10 comités de gestion des SSAP
- ✓ Constriction et équipement de 5 CDPE ayant permis d'encadrer 350 enfants de 3 à 6 ans
- ✓ Recrutement de 5 monitrices et leur formation en collaboration avec le CAP et l'AE de Ségou
- ✓ Identification de 200 enfants les plus vulnérables et leur insertion au fondamental 1 et 2
- ✓ Transfert monétaire en cash à 200 ménages pour améliorer leur alimentation et l'éducation de leurs enfants
- ✓ Mise en place et redynamisation de 50 comités de gestion scolaires (CGS / CGC) et soutenus
- ✓ Formation de 250 membres des comités sur leurs rôles et responsabilités et sur la gestion des écoles en mode décentralisé
- ✓ Formation 100 membres des GDE et appuis à la mise en œuvre de leurs plans d'action
- ✓ 100 meilleurs enseignants des écoles partenaires dans les CAP de Ségou et de Markala récompensés avec des prix symboliques
- ✓ Récompense à 900 meilleurs élèves des écoles partenaires dans les CAP de Ségou et de Markala sur la base d'évaluation trimestrielles
- ✓ Distribution de 2500 kits scolaires aux élèves vulnérables
- ✓ Réhabilitation de 5 blocs de latrines séparées
- ✓ Dotation de 15 latrines de dispositifs de dispositifs de lavage des mains
- ✓ Distribution de 350 DLM (dispositifs de lavage des mains) au niveau des salles de classe
- ✓ Distribution de masques aux élèves et enseignants des 50 écoles partenaires
- ✓ Désinfection des 50 écoles partenaires
- ✓ Réhabilitation de 8 points d'eau
- ✓ Formation de 100 enseignants sur le WASH à travers les 50 écoles partenaires
- ✓ Mise à disposition de code de conduite au niveau des 50 écoles partenaires
- ✓ Formation de 100 élèves en gestion des risques et catastrophes
- ✓ Financement de 50 plans d'action de prévention / Réduction des risques de catastrophe soutenus
- ✓ Formation de 150 enseignants en prise en charge psychosocial
- ✓ Mise en place dans chaque école d'une salle de conseil pour PSS
- ✓ Prise en charge médicale 10 survivants
- ✓ Identification de 400 enfants (déplacés/résidents) qui ont bénéficié d'extraits d'acte de naissance
- ✓

Nom de l'ONG : GAAS MALI

## Expérience spécifique : 4

Nom du projet: « <b>Accès et maintien des filles les plus défavorisées au cycle fondamental 2</b> »		Valeur approximative du contrat (en FCFA): 366.011.176,28 FCFA
Zone d'intervention: communes de Pelengana, de Farako, Sama Foulala, Diganidougou et Markanibougou - Cercle de Ségou.		Durée du contrat : Octobre 2015– Novembre 2019
Nom du Bailleur: Educo-Mali		Nombre total d'employés/mois ayant participé au projet : 7
Adresse du Bailleur : Educo-Mali – Quartier Bagadadji Ségou		Projet audité ou non : audité
Date de démarrage (mois/année) :	Octobre 2015– Novembre 2019	Nom du personnel clé de votre ONG et fonctions exécutées (indiquer les postes principaux, par ex. coordonnatrice , suivi évaluation...
Date d'achèvement (mois/année)		
Pour les consortiums Noms des partenaires éventuels : seul		Coordinateur: Oumar Maliam Thiam Nouhoum Coulibaly, Directeur Daouda Dembélé, Comptable
<p><b>Description du projet :</b></p> <p>Le projet « <b>Accès et maintien des filles les plus défavorisées au cycle fondamental 2</b> » est un appui de la fondation Educo-Mali en vue de soutenir l'Etat malien dans son combat pour que les enfants et adolescents exercent leurs droits et jouissent d'une éducation fondamentale équitable, transformatrice et de qualité.</p> <p>Son objectif général est de contribuer à l'accès et au maintien des filles les plus défavorisées des zones d'intervention d'Educo au cycle fondamental 2.</p> <p>Comme objectifs spécifiques, il s'agit :</p> <p><b>OS1</b> : d'appuyer les filles de parents démunis à améliorer leur performance scolaire au niveau du fondamental 2 dans les zones de Pelengana et Bako.</p> <p><b>OS2</b> de renforcer les capacités organisationnelles, techniques et financières des mamans/tutrices des filles boursières en Epargne Pour le Changement (EPC) et en Activités Génératrices de Revenus (AGR) ;</p> <p><b>OS3</b>: de sensibiliser les acteurs de l'école et la communauté sur l'importance de la scolarisation des filles.</p> <p><b>Principales activités :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Tenue d'Assemblées Villageoises d'information et de sensibilisation des acteurs communautaires sur les activités du projet ;</li> <li>• Tenue d'ateliers d'orientation des services techniques sur les fondamentaux du projet ;</li> <li>• Tenue d'atelier de renforcement de capacités des agents sur les thématiques du projet</li> <li>• Signature de protocoles de collaboration avec les acteurs de mise en œuvre du projet (Mairies, Académie d'enseignement, CAP, DRPFEF, Directeurs des écoles partenaires, Enseignants chargés des cours de remédiation, Présidents CGS, Mamans/tutrices et Educo/GAAS-MALI;</li> <li>• Mise en place de comités de sélection des filles boursières dans les écoles partenaires du projet ;</li> <li>• Mobilisation des filles boursières et de leurs mamans/tutrices ;</li> <li>• Mise en place, formalisation et renforcement des capacités des groupements de mamans/tutrices en Epargne Pour le Changement (EPC), en Activités Génératrices de Revenus (AGR), en leadership féminin, en montage de projet, en vie associative ;</li> </ul>		

- Dotation en pécule des groupements de mamans/tutrices ;
- Dotation des filles boursières en kits scolaires, dignité et de lampes solaires ;
- Prise en charge des frais de coopérative scolaire des filles boursières ;
- Tenue d'ateliers de formation/recyclage des enseignants en pédagogie différenciées ;
- Tenue de rencontres d'élaboration des grilles de progression des cours (Français et mathématique) avec les enseignants des écoles d'intervention
- Organisation des cours de remédiation en faveur des filles boursières dans les écoles partenaires du projet ;
- Tenue d'ateliers d'évaluation des cours de remédiation ;
- Organisation des séances d'IEC-CCC sur la lutte contre les VBG, sur les droits des femmes/filles ;
- Tenue de rencontres trimestrielles des bureaux de coordination des groupements de mamans/tutrices ;
- Remembrement et accompagnement des bureaux de coordination des groupements de mamans/tutrices ;
- Suivi par les animateurs des cours ordinaires et de remédiations dispensés aux filles boursières dans les écoles partenaires
- Le suivi, par les animateurs, des activités EPC des groupements de mamans/tutrices ;
- La réalisation du Diagnostic Institutionnel Participatif des groupements de mamans/tutrices ;
- Restitution des résultats du diagnostic institutionnel participatif (DIP) ;
- Formation des mentors ;
- Formation des agents GAAS-Mali et partenaires en accompagnement psychosocial des filles boursières
- Organisation d'émissions radiophoniques sur la santé de la reproduction (SR) et la scolarisation des filles (SCOFI) ;
- Tenue de rencontres mensuelles du staff du projet ;
- Suivi-supervision par les partenaires du projet (AE, CAP, DRPFEF) ;
- Suivi-supervision par la direction et le chargé de programmes de GAAS- Mali.

Nom de l'ONG : GAAS MALI



## Expérience spécifique : 5

Nom de la Mission : <b>Projet d'appui à l'amélioration de l'éducation préscolaire dans les CAPs de Madougou, Bandiagara, Douentza et Koro, région de Mopti</b>		Pays : MALI
Lieu : CAP de Douentza, Bandiagara, Koro, Madougou des cercles de Douentza, Koro et Bandiagara		
Nom du client : UNICEF Mali Niamakoro, route de l'aéroport- BP 96 - Bamako Republic of Mali - Direct line: + 223 44 97 70 00 Email: bamako@unicef.org		Nombre d'employés ayant servi à la mission : 04 employés (1 Directeur, 1 superviseur, 1 comptable et 4 animateurs)
Adresse du client :		<b>Projet audité ou non : audité</b>
Date de démarrage (mois/année): 2017	Date d'achèvement (mois/année): 2018	Valeur approximative des services (en CFA courants) : <b>89 659 350 Francs CFA</b>
Nom des Consultants associés/partenaires éventuels : Néant		Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les Consultants associés: Néant
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) : Nouhoum COULIBALY Directeur de GAAS- Mali Yessa Kodio, Superviseuri Hama Kassambara, RAFi		
<p><b>Descriptif du projet:</b> La triple crise qu'a connu le Mali en 2012 (alimentaire, institutionnelle et surtout sécuritaire) à laquelle s'ajoutent les effets du changement climatique s'est traduite par une dégradation des conditions de vie au Mali et a durement affecté l'élan amorcé par les communautés dans le domaine de l'éducation. La triple crise qu'a connu le Mali en 2012 (alimentaire, institutionnelle et surtout sécuritaire) à laquelle s'ajoutent les effets du changement climatique s'est traduite par une dégradation des conditions de vie au Mali et a durement affecté l'élan amorcé par les communautés dans le domaine de l'éducation. L'éducation préscolaire qui peinait à se développer avec un taux national de 3,9% en 2009 a été fortement compromise dans les cercles ciblés par l'intervention. Les nombreuses difficultés consécutives non seulement à l'insécurité (instabilité et déplacement des populations) mais aussi à la pauvreté, à l'insuffisance de ressources humaines qualifiées, la participation non effective des parents, des élus locaux à la stratégie d'accompagnement de la création des centres d'éducation préscolaire ont fortement limité les initiatives locales en faveur de la préscolarisation des enfants. La région de Mopti avec un taux de préscolarisation de 1,0% est du reste la plus en retard si l'on sait ce taux est en milieu rural de 0,7% (RGPH NSTAT 2009).</p> <p><b>Objectif global</b></p> <p><b>3.1 Objectif global :</b> Contribuer à l'amélioration du taux de l'éducation préscolaire dans la région de Mopti</p> <p><b>3.2. Objectif spécifiques</b></p> <p><b>Objectif spécifique 1:</b> Accroître le taux de préscolarisation des enfants de 3 à 5 ans par la création de 130 CDPE fonctionnels dans les cercles de Douentza, Bandiagara et Koro d'ici 8 mois</p>		

**Objectif spécifique 2:** Améliorer les taux d'accès, de maintien et les performances de 1560 enfants (60% des 2600 enfants) au premier cycle de l'enseignement fondamental dans les cercles de Douentza, Bandiagara et Koro d'ici 8 mois

**Objectif spécifique 3:** Renforcer les capacités des 130 grands-mères et mères éducatrices, de 11 élus locaux pour une participation effective à la création et l'animation des CDPE dans les cercles de Douentza, Bandiagara et Koro d'ici 8 mois

**Résultat 1.** Accroître de % le taux de préscolarisation des enfants de 3 à 5 ans par la création de 130 CDPE fonctionnels dans les cercles de Douentza, Bandiagara et Koro d'ici 8 mois

**Résultat 2 :** Améliorer les taux d'accès, de maintien d'au moins 90% des 2600 enfants préscolarisés au niveau des centres dans les cercles de Douentza, Bandiagara et Koro d'ici 8 mois

**Résultat 3 :** Renforcer les capacités des grands-mères et mères éducatrices et des élus locaux pour une participation effective à la création et à l'animation des CDPE dans les cercles de Douentza, Bandiagara et Koro d'ici 8 mois

**Description des services effectivement rendus par votre personnel :**

**Mobilisation sociale**

- Introduction du projet auprès des acteurs
- Sensibilisation des communautés sur la CDPE
- Partage des conditions de création des CDPE,
- Partage des critères de choix des grand-mères et mères éducatrices
- Identification de 130 grands-mères
- Mise en place de 130 comités de gestion des CDPE
- Formation des comités de gestion sur leurs rôles et responsabilités
- Appui à la construction de 130 centres de développement de la petite enfance (CDPE)

**Formation grandes- mères – éducatrices au niveau des CDPE**

- Formation continue des activités CDPE
- Renforcement de la dynamique de l'éducation parentale (sensibilisation)
- Renforcement des capacités des parents sur les droits des enfants
- Formation des membres des 130 comités de gestion scolaire
- Mise en place des AME et leur formation sur les AGR (EPC épargne pour le changement)

**Construction de CDPE et équipements**

- \* **Recensement des enfants pour les centres**
- \* dotation des centres en kits pédagogiques et équipements
- \* Appui aux élèves en kits scolaires

**Animation des CDPE**

- Formation des 130 mères éducatrices à l'utilisation du cahier de la mère éducatrice
- Formation des 130 grands-mères à l'utilisation du cahier de la mère éducatrice
- Activités de services et d'animation au niveau du CDPE (jeux, animations, restauration, entretiens, activités récréatives, imaginatives, physiques, communicative)
- Activités culturelles, de Loisirs et de Sensibilisation du public
- Mise en place des comités de gestion composés de femmes et d'hommes pour accompagner et suivre le bon fonctionnement des CDPE

- Organisation des campagnes d'informations sur les avantages liés à la scolarisation en général et celle des filles en particulier
- Organisation des rencontres périodiques avec les acteurs de l'école
- Organisation des missions de supervision conjointe avec les acteurs de l'école
- Mise en place des groupements de femmes autour des activités d'épargne crédit dans les villages à CDPE pour soutenir l'éducation de leurs enfants et des actions de pérennisations des CDPE
- Formation des grands-mères et mères éducatrices sur la pédagogie, l'animation des tâches intégratives, droit des enfants, genre, santé de la reproduction, et le leadership
- organisation des actions de plaidoyer sur le droit des enfants
- Mise en place des AME et leur formation sur l'EPC (épargner pour le changement)
- Formation des grands-mères sur la CDE, la CADBEE et la SRAJ (santé reproductive des jeunes adolescents)
- Formation des grands-mères et mères éducatrices sur la pédagogie, l'animation des tâches intégratives, droit des enfants, genre, santé de la reproduction, et le leadership
- organisation des actions de plaidoyer sur le droit des enfants
- Mise en place des AME et leur formation sur l'EPC (épargner pour le changement)
- Formation des grands-mères sur la CDE, la CADBEE et la SRAJ (santé reproductive des jeunes adolescents)
- Appui à l'alimentation scolaire des enfants
- Augmentation du taux de préscolarisation à 6/ dans l'AE de Douentza

## Expérience spécifique : 6

<b>Nom de la Mission : Projet d'Appui à la Scolarisation et à l'Amélioration des Performances des Filles de la 5<sup>ème</sup> à la 10<sup>ème</sup> année dans la commune rurale de Pelengana (PASAPF)</b>		Pays : MALI
<b>Lieu :</b> Commune rurale de Pelengana/CAP de Ségou		
<b>Nom du client :</b> IAMANEH SUISSE		Nombre d'employés ayant servi à la mission : 06 employés (1 Directeur, 1 superviseur, 1 comptable et 3 animateurs)
<b>Adresse du client :</b> AesChengraben 16, 4051 Bâle/SUISSE		<b>Projet audité ou non :</b> audité
Date de démarrage (mois/année): 2007	Date d'achèvement (mois/année): 2010	Valeur approximative des services (en CFA courants) : <b>141 228 948,00 Francs CFA</b>
Nom des Consultants associés/partenaires éventuels : Néant		Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les Consultants associés: Néant
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) : Nouhoum COULIBALY Directeur de GAAS- Mali Brehima Sidibé, Coordinateur Daouda Dembélé, Comptable		
<b>des services effectivement rendus par votre personnel :</b>		
<p>Descriptif du projet: Au Mali, le taux brut de scolarisation est jugé 76% globalement acceptable suite aux efforts déployés par le gouvernement et ses partenaires au développement. Cet état de fait s'il est à l'actif des tous les acteurs, il reste établi qu'il existe un écart sensible entre le taux de scolarisation des filles et celui des garçons. Si elles font partie de la frange la plus nombreuse de la population, leur taux de scolarisation est encore le plus faible. Il ressort des analyses sur l'accès à l'éducation que les filles sont victimes de plusieurs parchemins qui entravent le cours normal de leur éducation. Elles sont victimes entre autres de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• déperdition scolaire liées souvent aux conditions très difficiles qu'elles rencontrent dans les familles d'accueil (cas des filles qui après admission à l'examen de la 6<sup>ème</sup> ou du DEF doivent quitter le village pour les centres villes)</li> <li>• l'abandon des études suite aux grossesses non désirées (GND)</li> <li>• le faible pouvoir d'achat des parents à faire face aux dépenses liées aux études et autres petits besoins des filles</li> <li>• la limitation des moyens financiers et ou matériels des parents</li> <li>• la forte sollicitation des filles dans les travaux ménagers</li> </ul> <p>Selon les informations du chargé de la scolarisation au niveau de la commune rurale de PELENGANA, le taux scolarisation des filles est de 28,62% contre 31,70%.</p>		
<b>Objectif global</b>		
Le projet se fixe comme global de contribuer à accroître le taux de fréquentation, de maintien des filles de la 5 <sup>ème</sup> à la 10 <sup>ème</sup> année et à améliorer leurs performances dans les établissements cibles de la commune rurale de Pelengana		

**Objectif spécifiques**

**Objectif spécifique 1 :** Faire l'état de lieux du taux d'accès, de maintien des filles de la 5<sup>ème</sup> à la 10<sup>ème</sup> année.

**Objectif spécifique 2:** Augmenter de 5% le taux d'accès et de maintien des filles du 5<sup>ème</sup> au 10<sup>ème</sup> degré dans le système éducatif dans au moins 10 établissements scolaires

**Objectif spécifique 3 :** Améliorer les conditions de l'éducation d'au moins 100 filles de la 5<sup>ème</sup> à la 10<sup>ème</sup> année dans 10 établissements scolaires encadrés

**Objectif spécifique 4:** Renforcer les capacités des enseignants d'au moins 20 enseignants et 10 comités de gestion scolaire et groupements villageois d'appui à la scolarisation des filles

**Objectif spécifique 5:** Informer au moins 90% des parents d'élèves dans les zones d'intervention sur les avantages liés à l'inscription et au maintien des filles à l'école

**Objectif spécifique 6:** Encourager au moins 90% des filles mères des structures éducatives des zones couvertes à poursuivre les études

**Objectif spécifique 7:** Inviter 80% des parents, et les acteurs de l'éducation à une plus grande implication dans la scolarisation des filles

**Résultats attendus après 12 mois**

**Résultat 1.** Un état de lieux du taux d'accès, de maintien des filles de la 5<sup>ème</sup> à la 10<sup>ème</sup> année est disponible

**Résultat 2 :** Dans les 10 établissements scolaires encadrés, le taux d'accès et de maintien des filles de la 5<sup>ème</sup> à la 10<sup>ème</sup> année augmente d'au moins 5%

**Résultat 3.** Dans les 10 établissements scolaires encadrés, au moins 100 filles parrainées entre la 5<sup>ème</sup> et la 10<sup>ème</sup> année bénéficient des appuis nécessaires (cours de remédiation, bourses mamans etc..) contribuant à améliorer les conditions de L'éducation

**Résultat 4.** es capacités d'au moins 20 enseignants, 40 membres des comités de gestion scolaires, et 40 membres des groupements villageois de gestion scolaire et groupements villageois d'appui à la scolarisation des filles sont renforcées

**Résultat 5.** Dans la zone du projet au moins 90% des parents d'élèves sont informés sur les avantages liés à l'inscription et au maintien des filles à l'école

**Résultat 6.** Dans les établissements cibles au moins 90% des filles bénéficiaires suivent normalement leurs cycle d'enseignement

**Résultat :** Dans la zone du projet au moins 80% des parents et des acteurs (comités de gestion scolaires, autres groupements).développent des initiatives pour une meilleure éducation des filles de la 5<sup>ème</sup> à la 10<sup>ème</sup> année

**Description des services effectivement rendus par votre personnel :****a-. Action de sensibilisation des parents et des élèves**

- Organisation d'une étude pour faire l'état de lieux du taux d'accès, de maintien des filles de la 5<sup>ème</sup> à la 10<sup>ème</sup> dans les structures scolaires cibles du projet
- Organisation des séances de sensibilisation, des conférences débats, sur la scolarisation des filles
- Organisation des journées de plaidoyer à la base sur l'inscription, et le maintien des filles dans le système éducatif
- organisation des campagnes pour la scolarisation des filles dans la zone du projet
- identification avec le CAP, les directeurs d'écoles, les comités de gestion scolaire, les APE, AME des 130 enfants vulnérables sur la base de critères partagés

**b-. Actions de parrainages des filles de la 5<sup>ème</sup> à la 10<sup>ème</sup> année**

- organisation des activités de parrainages des filles cibles

- Dotation des élèves en tenues et kits scolaires (sacs, livres, cahiers etc)
- Organisation des mamans en GASCOFI (groupements d'Appui à la scolarisation des filles) et leur formation
- Paiement des bourses mamans aux mères qui plus de filles scolarisées
- Organisation des journées d'excellence en collaboration avec l'AE, le CAP, la mairie et les autres acteurs de l'éducation
- Octroi de vélos aux meilleures filles de l'année
- Suivi des enfants parrainés à l'école et en famille

**d-. Activités de renforcement de capacités**

✓ **à l'endroit de enfants**

- organisation des cours de remédiations pour les filles
- organisation des cours de mise à niveau pendant les vacances pour les filles
- organisation des jeux concours entre les filles des établissements encadrés
- organisation des séances d'animation au niveau des écoles cibles sur la SCOFI
- organisation de spots radio sur la scolarisation des filles

✓ **à l'endroit des acteurs de l'éducation CGS, GASCOFI**

- formation des membres des comités de gestion scolaire en gestion et administration et en élaboration de projet d'école
- formation des membres des groupements villageois d'appui à la scolarisation des filles (GASCOFI) sur la gestion scolaire
- organisation des journées de plaidoyer dans les villages sur l'éducation des filles
- organisation des séances d'IEC
- renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles de GASCOFI
- organisation des activités de masses (spot radio, les conférences, sur la scolarisation des filles (SCOFI)

✓ **à l'endroit de l'administration scolaire**

- formation des enseignants sur la pédagogie active
- Formation des enseignants sur la l'égalité, genre et équité dans l'enseignement
- organisation d'un atelier de restitution des résultats de l'étude aux acteurs de l'éducation
- Organisation de missions de supervision conjointes CAP , GAAS MALI et le partenaire IAMANEH

**c- Construction d'infrastructures scolaires**

- Construction de salle de classes, de direction, de latrines pour élèves et enseignants
- Electrification solaire des salles de classes pour permettre la tenue des cours d'alphabétisation fonctionnelle pour les communautés et surtout faciliter l'apprentissage pour les élèves
- Instillation de point d'eau potable à l'école pour les élèves

Nom du prestataire : GAAS Mali

Nom du projet : <b>DEGE</b> : Development for Girls Empowerment		Valeur approximative du contrat (en Fcfa): 441 160 075 FCFA
<b>Zone d'intervention</b> : Cercle Bandiagara, communes rurales de Bara sara et Timiniri		Durée du contrat : 11 ans
<b>Nom du Bailleur</b> : Care International au Mali		Nombre total d'employés/mois ayant participé au projet : 4 ADC 01 coordinateur
Adresse du Bailleur : Bamako, Mali -bureau Pays Telephone: (223) 2024226		<b>Projet audité ou non</b> : audité
Date de démarrage (mois/année) :	Décembre 2004	Nom du personnel clé de votre ONG et fonctions exécutées Coordinateur : Aibon Dolo Directeur : Nouhoum Coulibaly, Comptable : Hama Kassambara,
Date d'achèvement (mois/année)	Juin 2015	
Pour les consortiums Noms des partenaires éventuels : seul		
<b>Description :</b>		
<b>Résultats atteints</b>		
<p><b>Il faudra noter à ce niveau l'exécution du projet SSAP:</b> Les résultats atteints à la faveur de la mobilisation sociale portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ l'ouverture et encadrement de <b>78 centres SSA/P</b> dans 5 communes du cercle de Bandiagara permettant de toucher 1916 enfants dont 942 garçons et 974 filles déscolarisés en 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup>, et 3<sup>ème</sup> année et non scolarisés âgés de 9 à 12 ans qui ont été formés et transférés à l'école fondamentale dans les classe de 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> année</li> <li>▪ la mise en place de 78 comités de gestion des centres SSA/P formés sur leurs rôles et responsabilités</li> <li>▪ le recrutement et formation des animateurs des centres SSA/P</li> <li>▪ Evaluation des apprenants et transferts dans les écoles classiques d'accueil</li> <li>▪ Formation des enseignants des écoles d'accueil sur la pédagogie convergente</li>   <li>▪ L'ouverture de CED de <b>10 CED</b> (Centres d'éducatons pour le développement) dans les communes de Bara-sara et de Timiniri soit cinq CED par commune permettant de toucher 348 enfants âgés de 12 à 15 ans déscolarisé précoces et non scolarisés qui ont été formés durant 3 ans sur le curriculum novateur basé sur les compétences de bases, de vues et transversales</li> <li>▪ Le recrutement de 10 éducateurs, formés sur pédagogie, l'animation des taches intégrative, droit des enfants, genre, sante de la reproduction Hygiène en milieu scolaire et le leadership</li> <li>▪ La <b>mise en de 10 comités</b> de gestion mis en place composés de 34 femmes et 38 hommes pour accompagner et suivre le bon fonctionnement des CED</li> </ul>		

- La mise en place de club de filles dans chaque CED et formé en genre, le leadership et la communication pour favoriser le développement de leadership et faciliter la participation des jeunes dans la vie de leur commune
- La **mise en place des groupements** de femmes autour des activités d'épargne crédit dans les 10 villages à CED pour soutenir l'éducation de leurs enfants et des actions de pérennisations des CED
- La formation de **200 finalistes des 10 CED dans 8 corps** de métiers (embouche ovine et bovine, aviculture, mécanique moto, coupe et couture, soudure indigo et saponification) et leur insertion socio professionnelle
- La mise en place **de 10 comités d'insertion pour** soutenir les enfants insérés dans la gestion de leurs matériels, de leurs bénéfices et des contraintes
- La mise en place de 10 comités de pérennisation des actions du projet qui a abouti à la transformation **de 5 CED** en écoles publiques.

Il reste entendu que toutes ces mesures ont été soutenues par des actions de renforcement de capacités des acteurs sur leurs rôles et responsabilités.

#### **Domaine CDPE**

De 2004 à nos jours GAAS-Mali a exécuté de nombreux projets et programme dans le domaine de l'éducation avec un focus sur la création des **centres de développement de la petite enfance (CDPE)**.

Nom du prestataire : GAAS Mali



## Expérience spécifique : 7

<b>Nom de la Mission :</b> « Animation et ancrage des Clubs DIMITRA au Mali avec l'introduction de la thématique Lutte contre le travail des enfants dans l'agriculture dans 30 villages des Communes de Kignan, Kléla et Kourouma dans le Cercle de Sikasso région de Sikasso puis Touna et Diéna dans le Cercle de Bla région de Ségou » TCP/MLI/3704		<b>Pays : MALI</b>
<b>Lieu :</b> Communes rurales de Kignan, Kléla et Kourouma dans le Cercle de Sikasso région de Sikasso puis Touna et Diéna dans le Cercle de Bla région de Ségou »		<b>Personnel spécialisé fourni par votre structure (profil) :</b> 01 Coordinateur 04 Agents de Développement Communautaire 01 Secrétaire Comptable
<b>Nom du client :</b> Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)		<b>Nombre d'employés ayant servi à la mission :</b> 06 employés (01 coordinateur, 04 ADC, 01 secrétaire- comptable)
<b>Adresse du client :</b> Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) Avenue de la liberté – Route de Koulouba BP1820 Bamako Mali. Tél : (223)20226576 20223713 Fax 20223646 Email <a href="mailto:FAO-ML.@fao.org">FAO-ML.@fao.org</a>		<b>Nombre de mois de travail : durée de la mission :</b> 6 mois
<b>Date de démarrage :</b> (mois/année) : Octobre 2020	<b>Date d'achèvement (mois/année) :</b> Avril 2021 2016	<b>Valeur approximative des services (en CFA courants) :</b> 12 962 856 FCFA TTC
<b>Nom des Consultants associés/partenaires éventuels :</b> Néant		<b>Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les Consultants associés :</b> néant
<b>Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :</b> Nouhoum COULIBALY Directeur de GAAS- Mali Karamoko SONGOMO Chargé de programmes de GAAS-Mali		
<b>Descriptif du projet :</b> Le projet TCP/MLI/3704 « Appui à la feuille de route pour l'élimination du travail des enfants dans l'Agriculture dans les régions de Sikasso et Ségou » formulé par la FAO, vise à la prévention et à la réduction de travail des enfants dans l'agriculture tout en encourageant la formation et l'emploi des jeunes mineurs ruraux. Il est de ce fait une contribution de la FAO aux efforts du gouvernement dans la réduction/ l'élimination du travail des enfants dans l'agriculture. Il met l'accent sur la prise de conscience individuelle et collectives des communautés à travers une approche innovante sur le travail des enfants pour permettre son élimination dans les exploitations agricoles. <b>L'objectif global</b> du projet est de contribuer à la sensibilisation et à l'information des populations ciblées par le projet TCP/MLI/3704, afin d'éviter-de réduire le recours au travail des enfants en tant que stratégie négative d'adaptation/ de survie, dont les causes profondes sont les difficultés		

socio-économiques des familles rurales **dans 30** villages des Communes de Kignan, Kléla et Kourouma dans le Cercle de Sikasso région de Sikasso puis Touna et Diéna dans le Cercle de Bla région de Ségou.

Comme objectifs spécifiques, le projet vise :

- ✓ **Objectif Spécifique 1** : Établir la situation de référence sur le travail des enfants dans l'agriculture et la comprendre la notion de travail des enfants dans la zone.
- ✓ **Objectif Spécifique 2** Former les animateurs Dimitra à la question du travail des enfants à l'aide de matériels de divulgation et de renforcement des capacités dans les 120 Clubs Dimitra dans la zone.
- ✓ **Objectif Spécifique 3** : Animer les clubs DIMITRA sur les thématiques en lien avec les formes de travail des enfants dans la zone et les dangers y afférant
- ✓ **Objectif Spécifique 4** Établir des liens étroits entre les Clubs Dimitra et les activités du projet menées dans ces mêmes villages, y compris avec les Champs écoles de producteurs et Écoles pratiques d'agriculture et d'apprentissage à la vie pour les jeunes (JFFLS) et diffuser des messages sur le travail des enfants dans les cercles partenaires du projet.
- ✓ **Objectif Spécifique 5** : Intégrer et faire participer activement les jeunes, y compris les jeunes filles et garçons âgés 15-17 ans dans les clubs d'ici 6,5 mois ; Identifier les formes de travail des enfants dans la zone du projet
- ✓ **Objectif 5** : Créer, suivre et accompagner les clubs Dimitra dans trente villages.

**Description des services effectivement rendus par votre personnel :**

- Etablissement de la situation de référence, (rapport disponible)
- Recrutement et orientation des agents DIMITRA ( un coordinateur, quatre animateurs dont une femme ont été recrutés et formés sur l'approche DIMITRA, les techniques de mise en place des clubs DIMITRA ; orientés sur la thématique relative au travail des enfants, les causes et les conséquences de ce fléau.
- Introduction du projet auprès des élus de chacune des communes partenaires de Kignan, Kléla et Kourouma dans le Cercle de Sikasso région de Sikasso puis Touna et Diéna dans le Cercle de Bla région de Ségou.
- Réalisation d'une étude sur le travail des enfants dans la zone du projet
- Mise en place des Club DIMITRA
- Formation des leaders des clubs DIMITRA sur la thématique « travail des enfants ».
- Appui à la Restitution de la formation par les leaders en assemblée générale villageoise
- Elaboration d'un plan de suivi et accompagnement des jeunes au niveau des villages bénéficiaires
- Organisation de 340 séances de causeries éducatives sur le travail des enfants (causes et conséquences), et autres thèmes préoccupant les communautés bénéficiaires
- Organisation de 135 séances d'animation au sein des clubs en vue de former les leaders des clubs sur l'identification des thématiques préoccupant les communautés et sur la conduite à tenir pour le traitement d'une thématique.
- Organisation de 103 émissions radiophoniques pour une large information des communautés sur les dangers du travail des enfants
- Rédaction d'un article de 1200 mots mettant en valeur les réussites et bonnes pratiques ayant émergé du processus de mise en œuvre de DIMITRA
- Production de rapport de fin de campagne et final

Nom du prestataire : GAAS Mali